

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'alternative à l'«Appel aux Européens» de Macron

Une Europe fédérale, diversifiée, constitutionnelle et démocratique

par Heinrich Wohlmeyer

Le 5 mars, le quotidien viennois «Die Presse» a publié sans commentaire l'«Appel aux Européens» d'Emmanuel Macron, quasiment sous forme de directive pour les élections européennes. Une seule lettre de lecteur a critiqué la proposition de la création d'une «Agence européenne de protection des démocraties».

Une réflexion critique plus large semble nécessaire.

Macron ne touche pas à l'ordre financier international

Primo: la lettre de Macron aux Européens ressemble à une demande intensive de soutien des gouvernements européens, car les problèmes internes le rattrapent (cf. Gilets jaunes).

Secundo: Macron ne touche dans aucune phrase à l'ordre financier internationale dont il est lui-même l'enfant. Mais cela, avec la politique commerciale actuelle, est l'une des causes centrales de l'appauvrissement croissant d'une grande partie de la population (perte d'emplois, de bons salaires et de pensions suffisantes). Bien qu'il apostrophe les «crises du capitalisme financier», il ne remet pas en cause le système auquel il doit son essor.

Pas un mot sur la démocratie directe

Passons maintenant aux arguments et aux propositions:

Son objectif central est de «réinventer politiquement, culturellement, les formes de notre civilisation dans un monde qui se transforme.» Les points centraux sont «la liberté, la protection et le progrès». Ce faisant, il tente de répondre aux préoccupations et aux craintes des citoyens. Mais il ne dit pas un mot sur la démocratie directe pour donner une voix aux citoyens inquiets.

On pourrait demander cyniquement: «Progress dans quelle direction?» (en marche ...), protection envers qui? (La Russie, dont le budget militaire ne représente qu'un peu plus d'un cinquième de celui des Etats européens de l'OTAN et qui n'a aucune velléité agressive? Liberté par la mise en place d'une autorité de contrôle politique appelée «Agence européenne de protection des démocraties»? Cette dernière peut plutôt être assignée à la dictature d'opinion dans le costume du politiquement correct.

La France n'est pas une puissance de paix

La revendication d'un pouvoir international se fait avec vigueur («L'Europe n'est pas une puissance de second rang». – «L'Europe entière est une avant-garde»), et pour cela nous devons nous armer «en lien avec l'OTAN». Mais en même temps, le «projet inédit de paix» est invoqué. Dans ce contexte, ceux qui connaissent un peu l'histoire récente se demandent pourquoi la France utilise toujours et encore la Légion étrangère comme force d'intervention à l'étranger. Pourquoi

l'utilise-elle encore pour les différents changements de régime en Afrique francophone? Pourquoi la France maintient-elle un coûteux programme d'armes nucléaires? Pourquoi garde-elle les territoires d'outre-mer de l'époque coloniale, dont la gestion est déficiente? Pourquoi est-elle intervenue en Libye et en Syrie, interventions pour lesquelles nous payons tous le prix? N'est-ce pas une sorte de mégalomanie inappropriée?

Les perspectives pour l'Europe sont différentes

En tant qu'Européens, ne devrions-nous pas enfin reconnaître que toute l'UE ne représente que 6,3% de la population mondiale (4,5% dans la zone euro)?!

En réalité, nous pourrions jouer dans le monde un rôle similaire à celui des anciens Grecs dans l'Empire romain, et même en ayant perdu le pouvoir politique être un modèle apprécié dans les domaines de la pensée et de la culture (souvenez-vous que les Evangiles furent écrits en grec ... et que la bibliothèque d'Hadrien se trouve à Athènes ...).

L'objectif ne peut être une bouillie uniforme, mais la diversité et sa délicate beauté. Une «Europe des patries», comme l'appelait *Charles de Gaulle*, devrait être notre idéal.

Où demeure la vision inspirante d'une Europe enthousiasmant les jeunes, prenant appui sur ses racines judéo-chrétiennes, grecques et latines, fière de ses philosophes et de ses spécialistes du droit et de l'Etat, de sa musique polyphonique, de ses poètes, de ses scientifiques et de ses techniciens, et qui est un modèle pour le monde entier dans sa construction constitutionnelle et démocratique de la société? Où est la vision d'une Europe offrant patrie et identification fondée sur une culture commune définie par l'unité dans la diversité (*in necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas* – unité dans le besoin, liberté dans le doute, mais amour partout)?

Le carcan des traités économiques et l'euro

Selon le courant politique dominant, Macron veut imposer les trois libertés (personnes, marchandises, capital) à la diversité de l'Europe, mais la vie quotidienne légale des citoyens (jusqu'aux règles successorales et au registre foncier commun) n'est pas concerné. Au lieu de cela, on impose des systèmes juridiques supplémentaires dotés d'une compétence juridictionnelle sous la forme de contrats commerciaux internationaux «inclusifs».

En outre, il y a «l'Euro, qui est une force pour toute l'Union». La réalité, cependant, est que le corset de l'euro, au lieu de permettre une dévaluation extérieure (taux de change), force à la «dévaluation intérieure». Avec sa propre monnaie, les désavantages concurrentiels (y compris ceux fondés sur

un «style de vie moins strict») pouvaient être largement compensés. Maintenant, les salaires et les traitements, les prestations sociales et les autres dépenses publiques doivent pâtir. Pensons à la Grèce et aux Gilets jaunes. A cela s'ajoutent l'avalanche d'argent de l'«assouplissement quantitatif» de la BCE (plus de 4 billions d'euros à ce jour) – dont on parle rarement – et les engagements pratiquement illimités au titre de l'EFSM et de l'EMS.

Le passage de «ces milliers de projets du quotidien ayant changé le paysage de nos territoires» est particulièrement piquant. Les régions périphériques abandonnées, d'où provient une bonne partie des Gilets jaunes, sont un avertissement (réduire le financement des infrastructures décentralisées, bien que l'avenir au niveau énergétique, écologique, social et économique doive se construire sur le fondement de la décentralisation et de la mise en réseau intelligente).

Comme chacun le sait, Macron voit un autre «renforcement» dans une union bancaire et un système européen d'assurance chômage, équivalant à demander de l'argent liquide aux pays disposant d'une bonne économie.

Le traité de l'UE bouleverse la tradition démocratique

La «Constitution» de l'UE (Traité sur l'Union européenne et Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) bouleverse la tradition juridique et démocratique européenne, car la juridiction se base sur l'exécutif réuni, le Parlement n'a que des droits d'intervention réduits et la Commission peut éliminer les résistances par le biais d'une Cour de justice sous influence politique. Macron en prend connaissance de manière bienveillante et se montre assez sur-

pris lorsque les citoyens se dressent contre ce jeu des élites à leur frais. Puis il se permet de blâmer ces citoyens en parlant de «mensonge et d'irresponsabilité» parce qu'ils mettent en danger le «projet Europe».

Les revendications visant à rassurer les citoyens et citoyennes en faveur d'un système paneuropéen de sécurité sociale de base, de salaires égaux et d'un salaire minimum demandent une garantie commerciale et financière; mais cet aspect est évincé. Sans cela, ce sont des pilules sédatives.

Des alternatives sont à l'étude

J'ai donc voulu envoyer mon «manifeste de sortie» traduit en huit langues au Président Macron. Officiellement, la communication est contrôlée par sa femme. Cela peut également représenter une des raisons de la politique déconnectée de Macron.

L'un des derniers chapitres de mon livre «Empörung in Europa – Wege aus der Krise» [Indignation en Europe: une issue à la crise] (Ibera University Press, Vienne 2014) est intitulé: «S'engager pour une Europe comme «Lumière pour le monde» – fédérale, diversifiée, constitutionnelle et démocratique, tolérante, solidaire, instruite et surtout respectant la dignité de la personne et réalisant les droits de l'homme.»

La condition préalable n'est non seulement de se détacher des anciennes revendications du pouvoir, mais surtout de remodeler l'ordre financier et commercial actuel – même contre la résistance de l'hégémon étatsunien voué à la disparition – pour assurer la base économique de cette vision. Ce dernier point sera difficile pour Emmanuel Macron, car cela ira à l'encontre des intérêts de ses promoteurs (décideurs).

(Traduction *Horizons et débats*)

Résolution du «Forum pour la démocratie directe» concernant le débat sur l'Accord-cadre Suisse – UE

Le «Forum pour la démocratie directe» salue le fait que, pour la première fois depuis bien des années, de nombreuses voix importantes de la gauche remettent en question de manière critique la politique européenne. Pendant trop longtemps, les critiques envers l'UE n'émanaient que de la droite politique, notamment à l'UDC.

Le «Forum pour la démocratie directe» soutient tous les efforts visant à établir des relations réglementées et à long terme avec l'UE. Les accords contractuels doivent toutefois s'inscrire dans le cadre du droit international. En tant que pays non membre de l'UE, la Suisse ne peut se soumettre au droit de l'Union. Le «Forum pour la démocratie directe» rejette donc toute obligation de reprise automatique, ou nouvellement «dynamique», du droit de l'UE. Chaque reprise du droit communautaire doit, comme actuellement, être décidée par les autorités suisses compétentes et être soumise à un éventuel référendum.

Un futur accord-cadre doit empêcher tout dumping salarial et écologique. A cet égard, le présent projet, pour autant qu'il soit connu, laisse de nombreuses questions sans réponse. Comment la protection des salaires est-elle contrôlée, quelles exigences écologiques sont encore autorisées pour l'attribution du travail et des contrats, par exemple, pour réduire le nombre des trajets de camions?

Une autre préoccupation très importante pour le «Forum pour la démocratie directe» est la non-implication de la Suisse dans la militarisation actuelle de l'UE. L'armée suisse ne doit en aucun cas être intégrée, même partiellement, dans d'une future armée ou force d'intervention européenne. Cela rendrait, à la fois, impossible la poursuite de l'actuelle politique de neutralité et d'une politique de paix plus active à l'avenir, à un moment où la course aux armements des grandes puissances s'intensifie.

Décidée à l'unanimité lors de l'Assemblée générale ordinaire du 2 mars 2019 à Berne
Forum pour la démocratie directe
Paul Ruppen
Président
Luzius Theiler
Membre du comité

Le «Forum pour la démocratie directe», fondé en 1992 pour lutter contre l'adhésion à l'EEE, regroupe en Suisse les voix critiques envers l'UE au niveau écologique, démocratique et social. La revue EUROPA-MAGAZIN du Forum publie deux fois par an des informations très complètes et très appréciées sur l'évolution de la situation dans l'UE, sur la diffusion mondiale de la démocratie directe et sur la situation des droits fondamentaux et des droits humains.

Contact : +41 79 647 3669 / +41 31 731 29 14 – www.europamagazin.ch



Heinrich Wohlmeyer est né en 1936 à Sankt Pölten en Basse-Autriche. Etudes à Vienne, à Londres et aux Etats-Unis. Il a été pendant 20 ans cadre dans l'industrie et la recherche autrichiennes et développeur régional. Il a participé à la création des concepts de développement durable et a fondé l'Union autrichienne pour la recherche scientifique agricole et les sciences de la vie et la Société autrichienne pour la biotechnologie. Heinrich Wohlmeyer

a enseigné à l'Université technique et l'Université des ressources naturelles de Vienne. Il est à l'origine de la législation autrichienne sur les taxations de compensation et a rédigé de nombreux articles d'économie politique, entre autres sur les projets du CETA, du TISA et du TTIP. Wohlmeyer exploite aujourd'hui une ferme de montagne à Lilienfeld (Autriche). Il est marié, a trois filles et cinq petits-enfants. Livres: «The WTO, Agriculture and Sustainable Development» (2002); «Globales Schafescheren – Gegen die Politik des Niedergangs» (2006); «Empörung in Europa – Wege aus der Krise» (2012)

J'appelle l'ONU à protéger le Venezuela des tentatives de renversement par les Etats-Unis

Lettre ouverte d'Alfred de Zayas*



Alfred de Zayas (photo mad)

hd. Le 23 février, Alfred de Zayas, jusqu'en 2018 Expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, s'est adressé par une Lettre ouverte aux Nations Unies. Il explique comment les activités des Etats-Unis contre

le Venezuela sont illégitimes et appelle au maintien des principes de l'ONU et du droit international.

Chère Michelle Bachelet, cher Antonio Guterres,

En tant qu'ancien Expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable (2012–2018), je vous invite à faire entendre votre voix et à faire des propositions concrètes pour la médiation et la paix dans le contexte de la crise au Venezuela.

La tâche la plus noble des Nations Unies est de créer les conditions propices à la paix locale, régionale et internationale, d'œuvrer de manière préventive et inlassable pour éviter les conflits armés, de servir de médiateur et de négocier pour parvenir à des solutions pacifiques, afin que tous les êtres humains puissent vivre dans la dignité et exercer leur droit humain à la paix et à tous les autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

Je suis particulièrement préoccupé par la corruption *orwellienne* de la langue, par l'instrumentalisation et la militarisation des droits de l'homme et maintenant même de l'aide humanitaire.

Je considère ma mission des Nations Unies au Venezuela de novembre/décembre 2017 comme une modeste contribution pour faciliter la coopération entre les Nations Unies et le gouvernement vénézuélien et pour ouvrir la porte aux visites d'autres rapporteurs. Consultez s.v.p. mon rapport adressé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/39/47/Add.1) ainsi que d'autres recommandations pertinentes.

Je pense qu'il serait opportun et nécessaire que vous publiiez tous les deux une déclara-

tion réaffirmant les résolutions 2625 et 3314 de l'Assemblée générale et les 23 Principes de l'Ordre International que j'ai formulés dans mon rapport au Conseil des droits de l'homme de 2018. Consultez également le paragraphe 14 de mon rapport (http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/37/63).

Il conviendrait de reconnaître le fait que le gouvernement du Venezuela a mis en œuvre certaines des recommandations présentes dans mon rapport – et dans la note confidentielle de six pages que j'ai personnellement remise au ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza lors de mon départ. (<http://vtv.gob.ve/venezuela-onu-medicamentos-alimentos/>) En effet, le gouvernement vénézuélien a d'abord libéré, le 23 décembre 2017, 80 détenus – dont Roberto Picón et 23 autres, dont j'avais expressément demandé la libération. D'autres libérations ont suivi au cours de l'année 2018. Hélas, il n'y a pratiquement pas eu d'informations sur ce sujet dans les médias grand public, bien que les renseignements soient facilement accessibles sur Internet. Consultez aussi mes remarques concernant le Venezuela dans mon rapport (http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/39/47/Add.2), en particulier le paragraphe 46, al. XVI:

«A la suite de quoi, le 23 décembre 2017, 80 personnes arrêtées pour des actes de violence pendant les manifestations dans le pays ont été libérées et, le 1^{er} juin 2018, 39 autres personnes ont été libérées.»

Et paragraphe 46, al. XVIII:

«A cet égard, le gouvernement vénézuélien apprécie la volonté et la disposition de l'Expert indépendant, qui a informé les autorités compétentes des demandes qu'il a reçues de certains parents des personnes privées de liberté. Ses recommandations ont été acceptées.»

Peu après ma visite, les autorités vénézuéliennes ont rencontré les agences des Nations Unies et conclu des accords de coopération supplémentaires, grâce aux efforts précieux de Peter Grohmann, le représentant du PNUD à Caracas.

Aujourd'hui, le gouvernement vénézuélien a officiellement demandé l'aide humanitaire des Nations Unies dans le cadre de la crise actuelle. Nous ne devons pas les décevoir.

Je pense que les Etats-Unis devraient mettre à disposition toute l'aide humanitaire et les fournitures médicales qu'ils ont acheminées par avion en Colombie et les faire distribuer dès que possible avec l'aide des Nations Unies et d'autres organisations neutres, notamment le *Comité international de la Croix-Rouge*.

Un autre élément d'information qui fait cruellement défaut dans les médias grand public est la livraison la semaine dernière de 933 tonnes de nourriture et de médicaments au port de La Guaira – en provenance de la Chine, de Cuba, d'Inde, de la Turquie, etc. (<https://www.ghm.com.ve/llegaron-al-pais-933-toneladas-de-medicinas/> <https://www.uniradioinforma.com/noticias/internacional/556699/venezuela-recibe-933-toneladas-de-medicinas-y-materiales-medicos.html>)

En outre, 300 tonnes supplémentaires de médicaments et de fournitures médicales fournies par la Russie sont arrivées par avion. (<https://www.dw.com/es/maduro-anuncia-arribo-de-300-toneladas-de-ayuda-humanitaria-de-rusia/a-47576323>) Comme je l'ai appris de mes conversations avec les ministres vénézuéliens lors de ma visite en 2017 et des récentes conversations que j'ai eues à Genève avec Jorge Valeriano, l'ambassadeur du Venezuela auprès des Nations Unies, le Venezuela a toujours accueilli et demandé à plusieurs reprises l'aide de gouvernements neutres et amis afin de surmonter les impacts négatifs du blocus financier et des sanctions sur les droits humains. Une telle aide devrait être offerte de bonne foi et sans conditions.

Je suis convaincu que c'est le bon moment pour Michelle Bachelet d'accepter l'invitation du gouvernement du Venezuela, qui lui a été faite en décembre 2018, de se rendre personnellement au Venezuela. Sa présence au Venezuela devrait réduire le danger croissant d'une intervention militaire par des troupes étrangères. Elle devrait appuyer les efforts de médiation lancés par le Mexique et l'Uruguay dans le cadre du mécanisme de Montevideo. Il y a des parallèles inquiétants avec la préparation de l'invasion de l'Irak en 2003 – une guerre illégale, comme Kofi Annan l'a confirmé à plusieurs reprises (<https://www.nytimes.com/2004/09/16/international/annan-says-iraq-war-was-illegal.html>).

Il est évident pour tout étudiant en première année de droit que les menaces constantes contre le Venezuela sont contraires à l'article 2 al. 4 de la Charte de l'ONU. Ce que beaucoup ne réalisent pas, c'est que les menaces, la guerre économique, le blocus financier et les sanctions violent les principes contenus dans l'article 3 de la Charte de l'OEA [Organisation des Etats américains]:

«c. Tout Etat a le droit de choisir, sans intervention extérieure, son système politique, économique et social et de s'organiser de la manière qui lui convient le mieux, et il a le devoir de s'abstenir d'interven-

nir dans les affaires d'un autre Etat. Sous réserve de ce qui précède, les Etats américains doivent coopérer pleinement entre eux, indépendamment de la nature de leurs systèmes politiques, économiques et sociaux.

f. Les Etats américains condamnent les guerres d'agression: la victoire ne donne pas de droits.

g. Un acte d'agression contre un Etat américain est un acte d'agression contre tous les autres Etats américains.

h. Les controverses de caractère international qui surgissent entre deux ou plusieurs Etats américains doivent être réglées par des procédures pacifiques ;

i. La justice sociale et la sécurité sociale sont les bases d'une paix durable ...»

De plus, ils violent de nombreux articles du chapitre 4 de la Charte de l'OEA.

Article 17: «Chaque Etat a le droit de développer sa vie culturelle, politique et économique librement et naturellement. Dans ce libre développement, l'Etat respecte les droits de l'individu et les principes de la morale universelle.»

Article 18: «Le respect et l'observation fidèle des traités constituent des normes pour le développement de relations pacifiques entre les Etats. Les traités et accords internationaux devraient être publics.»

Article 19: «Aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat. Le principe qui précède interdit non seulement la force armée mais aussi toute autre forme d'ingérence ou de tentative d'ingérence contre la personnalité de l'Etat ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels.»

Article 20: «Aucun Etat ne peut recourir ou encourager le recours à des mesures coercitives de caractère économique ou politique pour forcer la volonté souveraine d'un autre Etat et obtenir d'un autre Etat des avantages de toute nature.»

Chère Michelle Bachelet, cher Antonio Guterres, le monde se tourne vers vous dans l'espoir que vous pourriez éviter des souffrances encore plus grandes au peuple vénézuélien. Il a besoin de solidarité internationale, comme l'exprime le rapport de Virginia Dandan, alors Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale (<https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Solidarity/DraftDeclarationRightInternationalSolidarity.pdf>).

Respectueusement votre,
Pr Alfred de Zayas,
Ecole de diplomatie de Genève

Gilets jaunes:

«Ce mouvement est légitime et démocratique»

Ivan Rioufol, France*



Ivan Rioufol (photo wikipedia)

Après l'agression d'Alain Finkielkraut lors de la manifestation des Gilets jaunes du 17 février, Boulevard Voltaire a voulu avoir l'analyse d'Ivan Rioufol, qui suit le mouvement depuis le début. Comment voit-il son évolution?

Boulevard Voltaire: La récente agression verbale d'Alain Finkielkraut par des Gilets jaunes a relancé certains journalistes et observateurs sur l'antisémitisme. Les Gilets jaunes sont-ils coupables d'une remontée de l'antisémitisme?

* Ivan Rioufol, né en 1952, est un journaliste, éditeur, essayiste français. En 1985, il rejoint «Le Figaro» et y reste dans diverses fonctions. En 2000, il devient chroniqueur et membre du comité éditorial. Dans son dernier livre intitulé «Macron. La grande mascarade», il publie ses bloc-notes des années 2016–2017.

Ivan Rioufol: Les Gilets jaunes sont coupables, s'ils devaient l'être, de s'être laissés infiltrer par une mouvance antisémite. Cette mouvance antisémite ne représente pas les Gilets jaunes. C'est trop commode.

Lorsque j'entends certains dire que l'antisémitisme est au cœur du mouvement des Gilets jaunes, c'est une «fake news». Ce n'est pas vrai.

La semaine dernière, «Le Monde» a épluché les comptes Facebook de tous les réseaux Gilets jaunes pour en conclure que, dans les mots-clés, aucun mot n'allait de près ou de loin vers un antisémitisme, une homophobie ou un racisme.

On voit bien que l'image qui ressort de cet antisémitisme est celle d'un salafiste. Pourquoi ces informations sont-elles remontées? Tentative de décrédibilisation?

Une partie du discours officiel a pour objectif, depuis le 17 novembre, de décrédibiliser ce mouvement vu, à raison, comme un mouvement gênant pour le pouvoir. Il était effec-

tivement gênant puisque il s'agissait de toute une partie du peuple oubliée qui demandait de reprendre sa place dans l'Histoire.

Par commodité, on a voulu laisser croire que ce peuple-là était un pestiféré – la lèpre qui monte, et tous ces termes sympathiques. Tous ces propos ont été déversés au prétexte de faire taire, précisément, cette révolte-là.

Plus le gouvernement tente de faire taire cette révolte, plus il attise la radicalité. Je ne l'excuse pas, évidemment, mais le gouvernement et beaucoup d'intellectuels veulent absolument stigmatiser ces Gilets jaunes.

Ces derniers tiennent à prendre la parole. Ils le font, malheureusement, maladroitement. Il n'y a ni leader ni slogan. Ils se laissent voler leur propre révolution par des mouvements extrémistes. On peut le leur reprocher. Dès le départ, je me suis mis en défense de ce mouvement. Je trouve qu'il est légitime et démocratique. Il demande simplement que l'on démocratise la démocratie. Ce n'est pas moi qui le dis, mais Laurent Fabius sur une radio.

Comment voyez-vous ce mouvement évoluer?

Tout dépend de comment on le regarde. Si on le regarde à travers le prisme de ses dérapages, alors la malaise est certain. Il me gagne, d'ailleurs, aussi. Je ne supporte pas de voir ces violences à répétition, avec l'infiltration du mouvement par l'extrême gauche et les islamistes. Les images parlent d'elles-mêmes sur ce point.

Je comprends parfaitement qu'il y ait une réticence de l'opinion face à cet entêtement des Gilets jaunes à vouloir poursuivre une méthode qui, pour l'instant, ne porte plus ses fruits. C'est donc à eux d'inventer autre chose. Je pense qu'ils devraient retourner sur les ronds-points et sur les lieux mêmes de leur fraternité plutôt que de se laisser caricaturer aussi follement.

Le fond du sujet reste néanmoins le même. Il n'a pas été réglé. Il y a une demande pressante de prise en charge d'une crise existentielle.

Source: Boulevard Voltaire, www.bvoltage.fr du 19/2/19

Conséquences des bombardements de la République fédérale de Yougoslavie avec de l'uranium appauvri en 1999

Premier symposium international à Niš, Serbie du Sud, juin 2018*

par Barbara Hug et Niels Peter Ammitzboell

L'Université de Nis a été le lieu privilégié d'une conférence consacrée à la question de la responsabilité juridique internationale et de la responsabilité civile pour les dommages résultant du bombardement de la Yougoslavie avec des munitions à l'uranium appauvri. Nous avons devant nous les actes complets contenant toutes les interventions tenues à Niš/Serbie du Sud en juin 2018.

La guerre de démembrement de la Yougoslavie, préparée avec la plus grande précision par les diverses forces militaires et les services secrets, a duré de mars à juin 1999. 19 Etats membres de l'OTAN ont participé à cette intervention immonde et sanglante. On voulait mener une guerre pour des raisons «morales», selon la version menteuse de l'impitoyable alliance occidentale. Au printemps 1999, les oiseaux ne chantaient plus et des feuilles brunes tombaient des arbres. Les images des enfants, ayant peu après développé des leucémies parlent le langage de la mort. Ces enfants aussi voulaient vivre, mais au nom d'une «morale» perverse, ils doivent souffrir et mourir.

Les effrayantes conséquences de la guerre contre la Yougoslavie n'ont toujours pas été suffisamment éclairées, bien qu'un certain nombre d'auteurs courageux et intelligents aient publié des documentations sur les jalons posés pendant les années de préparation de la guerre et sur les motifs de cette guerre.¹ Selon *Erich Schmidt-Eenboom*, par exemple, la perspective pour l'avenir d'une zone de paix paneuropéenne a été sérieusement affectée par la guerre du Kosovo, non seulement sur le plan matériel mais surtout au niveau de la conscience des populations et des élites politiques en Russie.

Responsabilité en vertu du droit international – qui l'assume? L'OTAN en tant qu'organisation internationale, les Etats membres de l'OTAN ou les deux ensemble? A qui faut-il adresser les demandes d'indemnisation, qui est responsable au niveau du droit civil? L'examen des faits et la présentation des nombreuses et tragiques conséquences de

la guerre révèlent également les taux de cancer, dont l'augmentation est alarmante.

Les graves dommages causés à la communauté internationale, à l'interdiction de la guerre, au maintien de la paix et aux accords juridiques entre les Etats se reflètent dans les explications des intervenants russes. Des professeurs de droit russes ont présenté à l'auditoire, sans aucun euphémisme, leurs connaissances approfondies des violations criminelles du droit international commises par l'alliance de l'OTAN. Les intervenants serbes étaient tout aussi clairs. Très instructif pour les nombreux auditeurs!

Ainsi, *Marija Zekic*, avocate de Belgrade, a évoqué les manœuvres de camouflage auxquelles le *Programme des Nations Unies pour l'environnement* (PNUE) s'est consacré, sous l'impulsion de son directeur général *Klaus Töpfer*. *Bakary Kante* du Sénégal, alors directeur d'un département du PNUE, avait souligné sans équivoque dans son rapport que les générations futures vivant dans la zone bombardée souffriraient de cancers et de leucémies et que les fausses couches et les malformations des nouveau-nés allaient augmenter. Les bombardements de l'OTAN ont eu lieu au moment des semailles, dont la récolte était absolument vitale pour la population – céréales, tournesol, soja, betterave sucrière et légumes, selon *M. Kante*. Ce rapport aurait dû rester caché.

Slobodan Petkovic, ancien général de l'armée yougoslave, actif dans la défense NBC, se réfère au manuel pour la Kfor: «Kfor, International Brigade, West, Depleted Uranium, Information and Instructions». Là, les soldats sont avertis des dangers radioactifs émanant des munitions à l'uranium. «L'inhalation de particules insolubles de poussière d'uranium est associée à long terme à des conséquences néfastes sur la santé, y compris des cancers et des malformations chez les nouveau-nés.

Radomir Kovacevic, président de l'Institut de médecine du travail de Belgrade, a présenté un exposé sur les transformations génétiques graves observées dans la population de la Serbie du sud-est à la suite de l'agression de l'OTAN en 1999.

Le bombardement est décrit par *Ratomir Antonovic* comme un génocide retardé des populations vivant sur le territoire de la Yougoslavie ainsi que dans les Etats voisins. 2019 sera l'année de «l'épidémie» des maladies cancéreuses. Le plan de l'OTAN visant à réduire considérablement le nombre de

Serbes en tant que groupe ethnique se concrétisera. *Antonovic* est responsable de la gestion de la sécurité à la faculté de droit de l'Université Constantin le Grand de Nis.

Le nombre écrasant d'actes de guerre perpétrés en violation du droit international, commis par l'OTAN, soulève la question de savoir qui est responsable des nombreux dommages de guerre, notamment de l'augmentation massive du nombre de maladies cancéreuses, et comment obtenir une indemnisation adéquate pour les victimes et leurs familles.

Dans une sorte d'étude pilote, l'avocat *Srdjan Aleksic* examine les possibilités légales d'indemnisation. C'est une prise de conscience internationale croissante de ce crime, qui ne pourra jamais être occulté par des considérations «morales». La morale se caractérise par l'attitude morale de ne pas nuire et d'agir selon cette conviction humaine.²

Comme les plans de l'Alliance belliciste occidentale parlent plus souvent de «petites guerres régionales», auxquelles il faut s'attendre, la guerre en Serbie peut nous servir de grand avertissement. Il s'agissait d'une guerre locale limitée, menée avec un effet dévastateur: la décimation «durable» de la population. Quand on calcule la toxicité du

Pendant la guerre de 1999, la Serbie fut bombardée par la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

potentiel radioactif des armes utilisées, on reste figé d'horreur.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ Dieter S. Lutz, Erich Schmidt-Eenboom, Matthias Kuntzel, Heinz Loquai, Cathrin Schütz, Hannes Hofbauer, Maria Mies, Diana Johnstone, Ramsey Clark, Wolfgang Richter, Mira Beham, Jörg Becker, Norman Paech, Peter Handke, Michel Chossudovsky, Noam Chomsky, Falco Accame, Ralph Hartmann, Gerhard Beestermöller – liste non exhaustive – ont livré leurs analyses rétrospectives et prospectives.

² La «politique étrangère» de l'Alliance de l'OTAN était donc directement dirigée contre la doctrine de paix de l'Eglise catholique, telle qu'elle est énoncée en 1983 dans l'expression «La justice crée la paix» de la Conférence épiscopale allemande. Pour le théologien catholique Gerhard Beestermöller, la résolution du Bundestag allemand du 16/10/1998 pouvait placée les soldats catholiques en détresse morale. Avaient-ils le droit de participer à une guerre en violation du droit international?

Interventions lors du Symposium

Prof *Ilija Zindovic*, PhD, Legal Basis for Civil Liability for the Consequences of Nato Bombing

Academician *Juri Golik*, Nato Aggression against FRY Must Be Punished

Prof *Manfred Mohr*, ICBUW, Uranium Weapons I: A Case of Environmental Destruction through War Political and Legal Framework

Aicha Kheinet, ICBUW, Uranium Weapons II: Nato Bombing of Yugoslavia – Facts and Consequences

Academician *Sergey Baburin*, Peace Keeping Issues and the Problem of the Responsibility of the Aggressor

Prof *Aleksandr Korobeev*, PhD, Jurisdiction of UN International Court of Justice on the Cases Submitted in Relation to the Countries – Nato Members and Their Use of Force: Analyses of Judicial Practice

Dr *Mirosav Baljak*, Jurisdiction of the European Court of Human Rights

Dr *Konjahn Vladimir*, PhD, About the Question on Establishing the Liability of Nato Countries for the Aggression against Yugoslavia – Reality and Perspectives

Dr *Pilikina Ekaterina Georgievna*, PhD, Criminal Legal Command Responsibility on the Example of Nato Operations against Yugoslavia

Radomir Kovacevic, Contamination with Depleted Uranium and Genetic Changes in Population of Southeast Serbia as a Consequence of Nato Aggression against Yugoslavia in 1999

Dr *Margit Savovic*, The Crime that Must Not Be Forgiven

Dr *Yuri Duk*, PhD, Nato Justice and Democracy, Yugoslav Version

Prof *Tatjana Minazeva*, PhD, State Sovereignty as the Power of Law in «Risky Society»

Prof *Luydmila Inogamova-Hegaj*, Problems of National Jurisdiction for Aggression

Marija Zekic, Dishonor of the «Civilized Nations»

Prof *Kozukharik Dmitriy Nikolayevich*, PhD, About the Responsibility for Genocide and Aggression against the Yugoslav People

Prof *Hatidza Berisa*, PhD, The Consequences of Nato Aggression of 1999 on the Environment and the Health of People

Ratomir Antonovic, MA, The United Criminal Enterprise of Nato Countries against FRY

Viktor Nuzdic, The Consequences of Nato Bombing of the Republic of Serbia

Jovan Nikolic, MD, Urologist Methods of Rhetoric and Demagoguery in Concealing the Harmful Effects of the Radioactive Ammunition Use

Prof *Slavko Milojkovic*, PhD, Prof. Srdjan Aleksic, PhD Nato Aggression against FRY in 1999 and Post Traumatic Stress Disorder

Prof *Milenko Kreca*, PhD, Principle of Sovereignty and International Criminal Tribunals for the Former Yugoslavia and Rwanda

Slobodan Petkovic, Retired General, Depleted Uranium, Protection of Environment and Population is Our Lasting Concern and Obligation

Zhao Xiaolin, PhD, Nato Legal Responsibility for Bombing of Yugoslavia

Prof *Andon G. Kostadinovic*, PhD, The Consequences of Nato Aggression on the Employees' Social and Material Position and Increased Number of Malignant Patients in Our Country Population

Danilo Kostic, Civil and Legal Responsibility of Nato Member States for Aggression against FR Yugoslavia in 1999

General Prof *Spasoje Mucibabic*, PhD, Preparation and Implementation of the Project «Lawsuit against Nato States that Participated in the Aggression against Serbia in 1999»

Prof *Srdjan Aleksic*, PhD, Misa Petkovic, Lawyer, Civil Liability of the International Organization and Member States, with a Reference to Nato Responsibility for the Bombing of FRY in 1999

* Organisation de la conférence et édition du livre: *Srdjan Aleksic*, avocat à Niš, et *Sreto Nogo*, Faculté de droit, Belgrade; 1^{re} édition 2018 en serbe et en russe, 2^e édition 2019 en anglais (100 exemplaires pour les participants étrangers); ISBN de l'édition serbe 978-86-7746-723-4; version électronique en anglais sur demande au cabinet «Aleksic», Niš, *advokati.aleksic@gmail.com*
La conférence a eu lieu dans l'auditorium de l'Université de Niš.

bha.Ina. En Serbie, il y a une augmentation évidente du nombre de maladies dont l'apparition peut être liée aux conséquences des bombardements, notamment suite à l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri. Le Dr *Slobodan Cikaric*, PhD, radiologue renommé, aujourd'hui à la retraite, président de la Société serbe de lutte contre le cancer et rédacteur en chef de la revue «Cancer, prévention, découverte, guérison», a analysé l'état de l'évolution des tumeurs malignes en Serbie. Il note qu'en surveillant la progression des tumeurs malignes en Serbie centrale entre 2001 et 2009, il est arrivé à la conclusion suivante:

«Nous avons identifié les 17 tumeurs malignes les plus courantes avec par année plus de 10 nouveaux cas par 100 000 habitants. Nous avons suivi la courbe de croissance des deux taux [des nouveaux cas et des décès] durant cette période. En particulier, nous avons identifié des néoplasmes systémiques (leucémie/lymphome) et observé l'incidence et la mortalité dans la population des deux sexes et de tous les groupes d'âge en Serbie centrale pendant la période de 2001 à 2009.

La croissance des deux taux diffère légèrement pour les 17 tumeurs au cours de la période 2001–2005 (période de latence). *Cikaric* indique en outre que le nombre de patients souffrant de tumeurs était en moyenne de 1% et le nombre de décès était de 1,4% et dans le cas de la leucémie et des néoplasmes de 2,5% par an.

Mais déjà en 2006, 2007, 2008 et 2009, l'incidence et le taux de mortalité des tumeurs malignes dans toutes les localités ont augmenté chez les deux sexes par rapport à la période précédente de 4 ans, le nombre de patients augmentant de 6,6% et l'augmentation moyenne des décès de 7,8% par an. Pour les néoplasmes systémiques (leucémie et lymphome), l'augmentation est encore plus marquée, soit 74% pour les patients et 139% pour les personnes décédées.

En analysant la situation en 2014, *Cikaric* conclut que le nombre de tumeurs malignes nouvellement enregistrées en Serbie est 2,8 fois plus élevé que dans le reste du monde. Il appelle cela «le désastre serbe.» (Extrait de l'exposé de *Slobodan Petkovic*)

Importance du sens de la responsabilité en faveur de la paix

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense*



Willy Wimmer
(photo mad)

Depuis plusieurs années, certains membres désignés du gouvernement fédéral allemand, avec la chancelière en tête, déclarent à chaque occasion appropriée ou inappropriée que l'Allemagne – malgré la situation mondiale créée de manière ignoble par l'Occident depuis la réunification allemande – devrait «prendre davantage de responsabilités» dans le monde en raison de

* Willy Wimmer a été membre du Bundestag de la CDU de 1976 à 2009, secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense de 1988 à 1992 et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE de 1994 à 2000; il est co-auteur du livre «Die Wiederkehr der Hasardeure. Schattenstrategen, Kriegstreiber, stille Profiteure 1914 und heute» (avec Wolfgang Effenberger 2014) et auteur des livres «Die Akte Moskau» (2016) et «Deutschland im Umbruch. Du discours à la faillite – une république est liquidée» (2018). Fin janvier 2019, Willy Wimmer a reçu le prix Bautzen pour la paix.

la «faiblesse» manifeste des Etats-Unis. Lors de la conférence annuelle des Va-t'en-guerre à Munich à la mi-février, c'était, outre les chandails bleus de l'UE, la seule chose sur laquelle les bellicistes ont pu s'entendre.

Pourquoi pas? Endossons la responsabilité allemande pour le monde! Cela est déjà fixé dans la Loi fondamentale qui fêtera ses 70 ans cette année. On peut d'ores et déjà s'imaginer les discours que les orateurs étatiques habituels déverseront sur le peuple allemand ce jour-là.

Contribuer à la paix dans le monde?

Faisons maintenant déjà un pari. Il ne sera jamais question de la manière spécifique selon laquelle le peuple allemand devra contribuer à la paix dans le monde. La raison de ce silence? Depuis l'attaque brutale de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, en phase de paix, le gouvernement fédéral allemand de l'époque a clairement indiqué qu'il n'était plus disposé à respecter strictement sa propre Constitution. «L'OTAN commande – nous sui-

vons» est depuis lors le leitmotiv honteux et historiquement chargé pour une Allemagne réunifiée, devant son unité étatique à la réconciliation pacifique entre les peuples et à la Charte des Nations Unies.

Abus de l'histoire et mépris du droit international

De plus en plus de discours commémoratifs sont prononcés, utilisant les événements horribles de l'histoire récente de l'Allemagne, uniquement pour abuser et exploiter les horreurs du passé pour de nouvelles guerres contre la volonté du peuple allemand.

Quel est le président fédéral ou le président de la Cour constitutionnelle fédérale qui, avec la plus haute responsabilité politique allemande, s'est placé ou se placera derrière l'interdiction de la participation allemande aux guerres d'agression? Selon la Charte des Nations Unies, toutes les guerres n'ayant pas un mandat clair des Nations Unies sont des guerres d'agression. Mais depuis le printemps 1999 et le bombardement de Belgrade

par l'OTAN, les gouvernements fédéraux respectifs ont, jusqu'à ce jour, tout fait pour éliminer la Charte des Nations Unies, car les Etats-Unis n'ont plus aucun respect de cette Charte qui entrave leurs projets hégémoniques mondiaux. «Le droit, c'est ce qui est utile aux Etats-Unis». Voilà l'idée avancée par Henry Kissinger, lisible dans les grands journaux allemands importants des années 1990, toujours et encore mise en œuvre de manière conséquente avec la participation de l'Allemagne. Quelle est, Madame Merkel, la différence entre cela et la politique d'une époque précédente, dont on ne devrait pas se distancier lors de beaux discours, mais dans la réalité et dans l'action politique?

Jusqu'à présent, la «responsabilité» de l'Allemagne consiste à soutenir les puissances belligérantes

Tous les discours des responsables parlant de la responsabilité allemande et de la prise

Suite page 5

Scellez enfin la Paix!

par Eberhard Hamer, Hanovre*



Eberhard Hamer
(photo mad)

74 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, puissances victorieuses, ont toujours des troupes stationnées en Allemagne, dont tous les frais – et mêmes les activités non militaires des anciennes puissances d'occupation comme, par exemple, l'espionnage par la NSA – sont financés par les contribuables allemands. L'Allemagne est toujours et encore une sorte de colonie, avec des administrateurs coloniaux allemands; nos médias, notre classe politique et notre gouvernement sont toujours téléguidés par des forces anglo-saxonnes. Ces gérants ne sont pas directement les gouvernements de ces pays, mais néanmoins des forces puissantes œuvrant à long terme depuis les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Il y a 30 ans de l'occupation soviétique a pris fin en RDA et l'Allemagne de l'Ouest a pris le contrôle de l'ancienne RDA. Suite à cela l'Allemagne n'a à l'heure actuelle plus de

frontière commune avec des pays belliqueux ou menaçants.

Pourquoi les troupes américaines et britanniques ne se sont-elles pas également retirées après le départ des troupes soviétiques?

Officiellement, l'Allemagne a repris sa souveraineté formelle en 1990, avec le Traité de Moscou. Cependant, les puissances victorieuses occidentales se réservent toujours et encore des droits particuliers comme, par exemple:

- le stationnement de leurs troupes en Allemagne – même dotées d'armes nucléaires;
- la soumission toujours actuelle des membres de ces troupes à un régime d'extraterritorialité, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas soumis à la justice allemande;
- l'espionnage continué par les Etats-Unis de l'ensemble des réseaux des télécommunications allemandes et
- le financement continué par l'Allemagne de tous les frais causés par la présence des troupes d'occupation, y compris, entre autres, les bâtiments.

Après la réunification allemande, les rêves hégémoniques de l'Union soviétique durent être abandonnés, tandis que ceux des Américains grandirent. Depuis lors, ces derniers poursuivent – toujours et encore – la politique de l'«unique puissance mondiale» consistant, selon les plans de Brzezinski, à dominer l'Europe en gardant la mainmise sur la puissance centrale qu'est l'Allemagne. Ainsi les Etats-Unis tentent de dominer la politique, l'économie et l'industrie financière européennes.

Jusqu'à présent, tous les présidents des Etats-Unis ont affiché leur prétention à vouloir contrôler l'Allemagne. Mais depuis un certain temps, les critiques allemandes à l'égard des Etats-Unis ne cessent de croître. On se demande:

- s'il est dans l'intérêt allemand que nos politiciens (Merkel, Maas) et les médias pro-gouvernementaux sèment constamment la haine contre la Russie au lieu de retenir leurs amis américains;
- pourquoi nous participons aux jeux de guerre de l'OTAN contre la Russie (déploiement à l'Est de blindés, de missiles et de manœuvres);
- et pourquoi, sur ordre américain, nous doublons nos achats d'armes aux Etats-Unis, bien qu'aucun ennemi ne nous menace en Europe.

Cessons d'inciter à la haine envers la Russie

75 ans après la guerre et la défaite, il est grand temps d'éviter tous les chants, les jeux bellicistes et les conflits hostiles en arrêtant notamment de diaboliser la Russie. Cela pourrait déboucher de manière incontrôlée dans une nouvelle guerre. Notre génération n'a-t-elle rien appris de la Seconde Guerre mondiale, ou s'agit-il d'une fausse loyauté de vassaux envers de faux amis?

Il faut bien se rendre compte que tout éclatement d'un conflit militaire entre l'Est et l'Ouest transformerait l'Allemagne à nouveau en champ de bataille. Il nous incombe,

à nous Allemands avant tout, à veiller à ce que l'imprudent déploiement militaire vers l'Est aggravé par les attaques dénigrantes de l'OTAN et des médias atlantistes envers la Russie, ne se transforme pas en un foyer d'incendie incontrôlé.

En Europe, personne ne veut la guerre et la majorité désire vivre en paix, tant avec les Etats-Unis qu'avec la Russie. Aucun pays n'a de meilleures raisons de se battre pour la paix que les Allemands.

C'est pourquoi nous avons besoin pour l'Europe d'instaurer un nouvel ordre de Paix, – en transformant l'OTAN à nouveau en une alliance défensive au lieu d'une force d'attaque contre la Russie;

- en contraignant les troupes américaines et britanniques à se retirer d'Allemagne à l'instar des troupes russes;
- en mettant fin à la guerre économique et financière menée à l'aide de sanctions contre la Russie et la remplaçant par une politique de compensation et
- réouvrant pour notre économie le libre accès au marché russe, en compensation des pertes sur les marchés américains et étrangers causées par la politique protectionniste du Président Trump.

L'Allemagne, en tant que puissance moyenne, ne peut prospérer en Europe qu'à la condition du maintien de la paix à l'Est comme à l'Ouest.

Nous devrions proclamer l'année 2020 – 75 ans après la dernière Guerre mondiale – année de la paix!

(Traduction Horizons et débats)

La guerre économique entre les USA et l'Allemagne concernant Nord Stream II s'accroît

eh. En début d'année, la guerre économique des Etats-Unis contre l'économie allemande, se déroulant depuis belle lurette, a commencé par de nouvelles attaques:

1. L'ambassadeur américain à Berlin a menacé les entreprises construisant l'oléoduc Nord Stream II le long de la mer Baltique entre l'Allemagne et la Russie de sanctions spéciales. Et cela même par écrit!
2. Peu auparavant, le Sénat américain, avait appelé le gouvernement américain et l'OTAN à empêcher la construction de cet oléoduc «par tous les moyens».
3. L'année passée, le président Donald Trump a demandé à plusieurs reprises et en termes péremptifs au gouvernement allemand de stopper la construction de Nord Stream II.

Le président américain, tout comme son ambassadeur, n'a pas hésité d'exposer les causes réelles pour sa lutte contre Nord Stream II: ce pipeline gêne la commercialisation du pétrole étatsunien vendu un tiers plus cher vers l'Europe.

Suite à ce chantage, le gouvernement allemand a mis à disposition un demi-milliard d'euros pour permettre les échanges de gaz naturel liquéfié (GNL) avec l'Alle-

magne par la construction d'un terminal pour la réception de gaz américain liquéfié. Les Etats-Unis savent pertinemment qu'ils ne sont pas compétitifs au niveau du prix en Europe. C'est pourquoi ils tentent d'empêcher par la force tout approvisionnement russe avantageux.

La lutte économique concernant Nord Stream II est le point culminant d'une longue guerre économique entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Les Etats-Unis considèrent l'Allemagne comme la colonne vertébrale économique de l'UE et de la zone euro, dont la puissance économique fait obstacle à leur plan d'une conquête économique du monde entier.

Le fondement des mesures américaines repose sur l'espionnage de l'Allemagne entière. Les révélations de Snowden nous ont appris comment les services secrets américains contrôlent et sauvegardent chaque courriel, chaque appel de pages Internet, chaque entretien téléphonique, et tous les ordinateurs industriels par leur installations d'espionnage en Allemagne avant de les faire fouiller par leurs logiciels d'espionnage automatiques. Même le Service fédéral de renseignement allemand (BND) est obligé d'échanger tous les messages et de transmettre même

des données à caractère personnel vers la NSA.

Cette surveillance indépendante de tout soupçon et la sauvegarde de toutes les données allemandes à titre préventif sont analysées par des organisations américaines tels PRISM, Tempora et XKeyscore à la demande de la NSA puis traitées ensemble avec la CIA et d'autres autorités. Ensuite, la NSA met ces données illégales à disposition d'entreprises américaines intéressées. Elle mobilise également le Ministère américain de la justice et la SEC (Securities and Exchange Commission) lorsqu'un paiement en dollars apparaîtrait quelque part, paraissant «approprié» pour porter atteintes à la concurrence économique allemande sur le marché mondial par des amendes se chiffrant par milliards.

On a infligé des pénalités à la Deutsche Bank d'environ 12 milliards de dollars, à Volkswagen de plus de 10 milliards, aux entreprises allemandes au total de plus de 30 milliards de dollars. En plus, partout où les brevets allemands et les offres d'expertises étaient plus avantageux que ceux des Américains, on les a rendus accessibles aux concurrents américains, et du côté du gouvernement on a extorqué aux entreprises étrangères des contrats en faveur des

entreprises américaines. Edward Snowden a décrit cela avec précision.

Déjà lors de la guerre entre Boeing et Airbus, le gouvernement allemand et les fonctionnaires européens sont restés très mesurés dans leur critique, au lieu de protester avec vigueur contre les chantages américains. Dans la nouvelle bataille autour Nord Stream II, le comportement de la politique européenne et allemande est ambivalent: Par des paiements d'indemnisation élevés, Angela Merkel a essayé de réduire la résistance de l'Ukraine et de la Pologne pour l'acheminement du pétrole russe.

En réalité, les Eurocrates ne veulent pas non plus cet oléoduc parce que la Pologne s'y oppose, et la haute finance américaine influence massivement les politiciens et les organisations de l'UE. Nous verrons, comment cela continuera après que les gouvernements de l'UE seront parvenus à se mettre d'accord sur la réalisation de Nord Stream II.

La guerre économique entre les Etats-Unis et l'UE se déterminera dans la bataille autour de Nord Stream II. Si cette bataille est remportée par l'Europe, elle réduirait à long terme sa dépendance face aux Etats-Unis.

Démocratie directe: voie royale vers une Allemagne pacifique?

par Karl Müller

Les multiples décisions de la politique allemande, contrairement à la volonté expresse des citoyens, mettent fortement en danger la sécurité intérieure et extérieure du pays. La démocratie directe pourrait-elle améliorer la situation?

Fin février 2019, le *Centre pour l'histoire militaire et les sciences sociales de la Bundeswehr* a publié, en allemand, un rapport de 340 pages sur la *Vie des soldats et vétérans de la Bundeswehr après leur engagement en Afghanistan. Résultat de l'accompagnement scientifique à long terme du 22^e contingent ISAF*. (http://www.zmsbw.de/html/einsatzunterstuetzung/downloads/20190221_forschungsberichtseiffertnesslebensnachafghanistan.pdf)

La base du rapport est constituée d'interviews circonstanciées et répétées de plus de 1000 soldats de la Bundeswehr ayant servi en Afghanistan entre mars et octobre 2010, donc à l'époque des combats. Les premières interviews ont eu lieu quelques semaines avant l'engagement actif, pendant l'engagement, puis quelques semaines après leur retour en Allemagne, et finalement environ trois ans plus tard.

Le résultat suivant a notamment trouvé un grand écho dans les médias: «*Environ un quart des personnes interviewées (27%) [...] est convaincu que l'intervention de la Bundeswehr n'a servi à rien, car elle n'a pas contribué à des améliorations significatives. 26% supplémentaires sont partiellement d'accord avec ce constat.*»

Intervention en Afghanistan «inutile»

Plus de la moitié des soldats interviewés considèrent donc l'intervention de la Bundeswehr en Afghanistan comme inutile ou partiellement inutile. Selon le rapport, cela revient à dire que la vie des Afghans n'a pas été améliorée, et cela même sur le long terme.

Le pourcentage réel est probablement encore plus élevé, car la plupart des soldats étaient encore en service pendant les interviews. Lors de leur déploiement, leur chef de service était la Bundeswehr et les interviews ont eu lieu dans le cadre d'un projet de recherche également réalisé par cette dernière. En lisant le rapport, on réalise bien que la Bundeswehr ne désire pas être remise en question.

La liberté de l'Allemagne n'a pas été défendue au Hindou Kouch

Au début, la formule officielle pour justifier le déploiement de troupes à des milliers de kilomètres de l'Allemagne était: «La liberté de l'Allemagne doit être défendue aussi au Hindou Kouch». Plus tard, le gouvernement allemand tente de faire passer l'idée que l'intervention de l'armée était une sorte de mission de la Croix-Rouge avec des soldats, donc, avant tout, une aide pour la vie des Afghans. Mais en 2006, quand de plus en plus souvent, la guerre en Afghanistan commence à toucher également les soldats allemands, l'hebdomadaire *Der Spiegel* met en exergue la phrase: «Les Allemands doivent apprendre à tuer.» L'Afghanistan un lieu d'intervention militaire sérieux.

En 2010, plus de 50% des soldats allemands interviewés approuvaient entièrement ou partiellement le constat que leur service avait été «inutile».

L'UE, un obstacle à la démocratie directe?

km. Quiconque exige la démocratie directe pour la législation fédérale allemande doit garder à l'esprit la considération suivante: de nombreuses lois et directives adoptées par le Bundestag allemand – les chiffres des différentes études des années précédentes varient entre 30 et 80% – ne font que transposer les directives européennes¹ en droit allemand. Les politiciens allemands se sont contractuellement engagés dans ce sens avec l'adhésion du pays à l'UE. Le Bundestag allemand doit adopter de telles lois même si les représentants du gouvernement allemand au Conseil des ministres de l'UE sont rejetés à la majorité qualifiée. Ces décisions prises à la majorité qualifiée ont augmenté à chaque nouvelle modification des traités de l'UE – la dernière version est le «Traité de Lisbonne», en vigueur depuis fin 2009.

Ces dernières semaines, ce sont surtout des hommes politiques allemands

tels que le ministre des Affaires étrangères *Heiko Maas*, la ministre de la Défense *Ursula von der Leyen* et le politicien de la CSU *Manfred Weber* – candidat de tête de la CDU/CSU allemande et du *Parti populaire européen* (PPE) – qui ont exigé des décisions à la majorité dans le domaine de la *Politique étrangère et de sécurité commune* (PESC). Si cela devait se produire, l'Allemagne perdrait sa souveraineté en matière de guerre et de paix. Même la possibilité de procédures de démocratie directe au niveau fédéral ne rendrait plus possible un veto allemand en cas de litige. Conclusion: l'adhésion à l'UE est dirigée contre la souveraineté des citoyens. – Et aussi contre la paix?

¹ Outre le «Traité de Lisbonne», le droit communautaire comprend des règlements, des directives et des décisions. Les directives doivent être transposées dans les législations nationales. Les règlements et décisions de l'UE sont directement applicables.

Les structures compétentes connaissent les résultats du rapport depuis septembre 2017 déjà. C'est également le cas des autres enquêtes régulières montrant qu'une majorité significative de la population allemande ne soutient les interventions ni en Afghanistan ni dans d'autres pays.

La volonté des citoyens reste sans conséquences politiques

Jusqu'à ce jour, cette attitude sceptique – largement répandue parmi les soldats et les citoyens – n'a guère eu de conséquences politiques. Chaque année le Bundestag [Parlement allemand] a prolongé la mission de la Bundeswehr en Afghanistan. Le 13 février, le gouvernement allemand a une nouvelle fois prolongé la mission de 1300 soldats allemands. Cette proposition sera très probablement à nouveau acceptée par le Parlement sans grande discussion.

Voici le sentiment de base de beaucoup d'Allemands: le Parlement et le gouvernement ne prennent pas en compte la volonté des citoyens. Il y a des élections, mais par la suite, les élus ne respectent pas la volonté des électeurs. Et cela ne concerne pas uniquement les interventions militaires à l'étranger.

L'indignation des citoyens croît

Tout cela a provoqué beaucoup d'indignation et cette dernière se manifeste de manière très variée. D'anciens politiciens et fonctionnaires de pointe, tels *Willy Wimmer* et *Hans-Georg Maassen* se montrent aujourd'hui très critiques. Un parti très jeune comme l'AfD (Alternative für Deutschland) a atteint plus de 10% des voix dans les dernières élections au Bundestag et est représenté dans tous les Landtag [Parlements des Länder], souvent avec plus de 20% des voix. Il y a des manifestations de toutes sortes contre la politique et les politiciens allemands, à de nombreux endroits en Allemagne. Un grand nombre de citoyens se sont détournés des médias de grande diffusion et lisent des médias alternatifs, régulièrement, sur Internet. Au cours des dernières années, les anciens partis populaires tels que CDU,

CSU et SPD ont perdu parfois plus de 50% de leurs membres. Le nombre des membres des partis politiques a diminué de 2,4 millions à 1,2 millions entre 1990 et 2018. Ils ne représentent plus que 1,5% de la population totale.

La descente politique de l'Allemagne continue

Mais tout cela n'a pas pu faire changer la politique. Au contraire: *beaucoup d'Allemands ont l'impression que l'Allemagne est un pays en déclin et que les mauvaises décisions politiques ne cessent d'augmenter.*

Ce ne sont pas les politiciens qui en paient le prix, mais les citoyens. Les mauvaises décisions politiques ne lésent pas les hommes politiques, mais les habitants du pays.

Et quand il s'agit de guerre ou paix, une mauvaise politique peut engendrer la mort – par exemple, de soldats en Afghanistan.

Une prise de conscience tardive des responsables politiques serait un miracle. Mais attendre des miracles n'est pas une perspective convaincante.

La démocratie directe – une voie vers l'amélioration?

Nous soumettons à la discussion les interrogations suivantes: le tournant vers une amélioration serait-il possible si les citoyens pouvaient décider eux-mêmes dans des questions politiques centrales? Et la démocratie directe est-elle la voie royale pour une Allemagne pacifique?

La Suisse a fait de bonnes expériences avec sa démocratie directe. Celle-ci ne promet pas le paradis politique sur terre. Mais elle promet en tout cas des décisions politiques plus proches du citoyen, et un surplus de souveraineté citoyenne.

La démocratie directe donne le droit aux citoyens de décider directement de questions politiques précises, et pas uniquement d'élire des personnes et des partis. Au niveau fédéral, la Suisse connaît l'initiative et le référendum populaires. En récoltant 100 000 signatures au cours de 18 mois pour une *initiative populaire fédérale*, un groupe de citoyens suisses peut soumettre un amen-

dement de la Constitution fédérale à une votation populaire obligatoire. Pour déposer un référendum fédéral, les citoyens doivent récolter 50 000 signatures en 100 jours, suite à quoi, aura lieu une votation obligatoire sur une loi contestée, adoptée précédemment par les Chambres fédérales. Tout changement de la Constitution issu du Parlement ainsi que certaines lois doivent obligatoirement être soumis au peuple.

Chaque pays cherche sa propre voie

Chaque pays et ses citoyens cherchent leur propre voie vers la démocratie directe.

Pour cela, il faut prendre conscience des conditions nécessaires et il faut y travailler activement. Pour réussir à créer une démocratie directe, il faut que les citoyens soient disposés au dialogue, qu'ils aient une attitude pondérée et équilibrée dans les débats publics, une bonne connaissance des dossiers et qu'ils s'intéressent aussi aux arguments opposés. Il faut également avoir la volonté de trouver une juridiction avec laquelle tout le monde peut vivre. *La démocratie directe a besoin de citoyens mûrs – mais elle aide aussi à rendre les citoyens mûrs.*

On entend de plus en plus souvent des appels à la démocratie directe dans plusieurs Etats européens. Quiconque étudie les publications du *Dresdner Institut für sachunmittelbare Demokratie* (DISUD. www.disud.de) reconnaîtra facilement qu'il y a des initiatives très sérieuses pour l'avantage de démocratie directe dans plusieurs pays.

L'Allemagne a de bonnes prémisses

L'Allemagne aussi a de bonnes prémisses.¹ Les Constitutions des Länder et des Communes prévoient des procédures de démocratie directe. La barre est parfois placée très haut, mais il y a eu de nettes améliorations au cours des 30 dernières années. Les expériences que l'Allemagne a menées sur des décisions citoyennes, des initiatives populaires et des votes populaires sont bonnes.

Au niveau fédéral, l'article constitutionnel disant que le pouvoir étatique du peuple peut également être exercé par le biais de votations (article 20, paragraphe 2, alinéa 2), n'a pas encore été transposé dans la législation. A ce jour, les politiciens responsables refusent aux Allemands d'exercer ce droit. Et ces élus continueront à le refuser, si la demande de le faire ne devient pas plus grande et plus forte.

L'état autoritaire et les sujets soumis sont un souvenir du passé. Mais il n'est pas moins indigne de réduire l'être humain au travail, à la consommation et aux activités ludiques. La démocratie directe a besoin de citoyens impliqués avec une bonne dose d'estime de soi, conscients d'être les véritables souverains.

¹ Le *Dresdner Institut für sachunmittelbare Demokratie*, DISUD. www.disud.de, dispose d'une grande bibliothèque concernant la démocratie directe (www.disud.de/Taetigkeitsschwerpunkte/Bibliothek), avec sur son site des références de publications scientifiques (www.disud.de/Fachliteratur). La série d'ouvrages publiée par l'institut est remarquable (www.disud.de/Taetigkeitsschwerpunkte/Schriftenreihe) La documentation volumineuse de *Peter Neumann* est très complète: «*Sachunmittelbare Demokratie im Bundes- und Landesverfassungsrecht unter besonderer Berücksichtigung der neuen Länder*», Nomos-Verlag 2009 (ISBN 978-3-8329-4081-2).

«Importance du sens de la ...»

suite de la page 4

en charge des fardeaux dans ce monde ne consistent qu'à soutenir les puissances belligères de plus en plus affaiblies comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France en mettant de plus en plus de soldats allemands et d'argent allemand à la disposition de ces Etats pour leurs guerres menées en violation de la Charte des Nations Unies. L'augmentation considérable du budget militaire en est un bon exemple, non pas en raison des débats correspondants au Bundestag allemand, mais en raison du transfert de la responsabilité de l'Etat allemand au président américain. Les citoyens du pays sont contrariés de voir l'Alle-

magne non pas comme un Etat, mais comme une «entreprise». Les manœuvres du gouvernement fédéral en matière de pouvoir de décision du Bundestag sur les missions militaires et les énormes taux d'augmentation du budget militaire montrent clairement que l'on est prêt à transférer sa propre responsabilité à l'OTAN et donc aux Etats-Unis. Cela ne fait aucune «entreprise», qui se respecte.

Le peuple allemand respecte la Constitution et son exigence de la paix

Non, l'écrasante majorité du peuple allemand souhaite que le gouvernement fédéral respecte la Constitution avec l'exigence de la paix, l'interdiction des guerres d'agression et le respect des règles du droit international conformément

au droit des soldats, et que l'Allemagne participe uniquement aux organisations internationales qui correspondent à ces objectifs. La Loi fondamentale ne peut être respectée que si l'on assume ses responsabilités conformément à la Constitution, et non pas parce que les maîtres de la transformation étatique nous le demandent. Le gouvernement fédéral et les principaux organisateurs du mainstream devraient savoir que la grande majorité des Allemands n'attendent rien de plus du gouvernement que le respect des lois et des institutions étatiques prévues par la Constitution. Ce gouvernement fédéral a fait de notre pays un «asile de fous» sur le plan juridique et dans la sauvegarde de l'ordre juridique. Si, conformément à l'ordre constitutionnel, le peuple alle-

mand ne le rétablit pas, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de devoir «prendre davantage de responsabilité allemande». Nous serons alors entre des mains étrangères.

L'engagement immédiat de l'Allemagne au sein de l'OTAN et de l'UE en faveur de l'adoption de l'exigence de la paix et de l'interdiction des guerres d'agression en vertu de la Loi fondamentale allemande est absolument impératif. Un rapport annuel sur les résultats de ces efforts présenté lors de la session plénière annuelle du Bundestag allemand pour la «Journée de la Loi fondamentale» (23 mai) est impératif. Voilà le seul sens acceptable qu'il faut donner à la «prise de responsabilité allemande».

(Traduction *Horizons et débats*)

«Critique de la migration: qui en profite, qui y perd?»

par Ewald Wetekamp



Aborder cette question des migrations, à une époque où le politiquement correct estime qu'il peut dicter à tout le monde la manière dont cette question doit être traitée, est déjà de ce point de vue une entreprise courageuse.

Hannes Hofbauer aborde ce sujet de façon historique dans son livre intitulé «Kritik der Migration – Wer profitiert und wer verliert». Il ne se concentre pas uniquement sur l'après 2015. Il examine le phénomène de la migration à travers les siècles et concernant, les causes de tels mouvements migratoires, il parvient à une relation causale comparable presque toujours récurrente. Son analyse ouvre une vision honnête de ce phénomène historique dans toutes ses multiples manifestations. Sur la base de ses connaissances approfondies et détaillées, Hofbauer parvient à des résultats ne cessant d'étonner le lecteur.

De l'inégalité sociale dans le monde aux nomades du travail par la migration

Déjà la quatrième de couverture nous indique le thème de ce livre. Comme pour presque tous les sujets politiques, les «spin doctors» [enjoliveurs d'image] ont développé un «narratif» pour faire apparaître la migration sous un jour positif. Ainsi, la migration est assimilée à la mobilité qui, dans un monde de haute technologie, ne peut être qu'avantageuse pour les personnes concernées. Déjà dans ce contexte de migration et de mobilité, on a dissimulé le fait que l'être humain n'est plus qu'un nomade du travail dont la valeur ne dépend que de sa force de travail et qu'il n'est perçu que du point de vue de son utilité. Ainsi il dégénère en une fonction exclusive du marché recouvrant le globe. Le fait qu'un tel nomade du travail soit déraciné en termes familiaux, sociaux et culturels n'est qu'une conséquence inévitable d'un scénario de marché bien réfléchi et imposé par la force.

Personne ne devient volontairement nomade du travail, car Hofbauer affirme clairement que la sédentarité était et demeure la norme de la vie communautaire humaine. Il estime le taux annuel de migration transfrontalière entre 0,6% et 0,9% de la population mondiale au cours des dernières décennies. Il y a également eu des migrations volontaires. Cependant, après avoir terminé un apprentissage, elles ont été utilisées pour la formation continue dans des pays étrangers avec des maîtres-enseignants, parfois aussi dans d'autres pays. Dans le contexte de la migration forcée, cependant, une référence aux compagnons des siècles derniers est vraiment infâme.

Perception utilitariste du migrant

Les déclarations d'un chercheur italien sur la migration, à qui Hofbauer donne la parole en tant que *Pars pro toto* des défenseurs et propagandistes de la migration, sont aussi infâmes qu'elles sont éclairantes. En 2015, Massimo Livi Bacci écrit dans son livre intitulé «Brève histoire des migrations»: «se déplacer dans l'espace est une caractéristique essentielle de l'homme, une composante de son capital, une capacité supplémentaire pour améliorer ses conditions de vie». Les pays occidentaux exploitent leurs colonies depuis des siècles. Les pays industrialisés occidentaux, ou plus précisément les entreprises industrielles, empêchent activement les populations des pays en développement d'améliorer leurs conditions de vie. Pourquoi pour ces personnes maltraitées, la migration, le fait de quitter leur famille, leur patrie, leur culture, seraient-ils la meilleure solution? L'explication de la migration par la capacité de l'être humain à se déplacer dans l'espace est déjà suffisamment scandaleuse; de décrire cette soi-disant «caractéristique essentielle de l'homme» comme «une composante de son capital», révèle une vision idéologique, mercantiliste et capitaliste de l'homme.

Asile et migration

Hofbauer attache de l'importance à ne pas mélanger asile et migration. L'asile n'a rien à voir avec les mouvements migratoires pour des raisons économiques afin de subvenir à ses besoins. Il s'agit de l'accueil de personnes persécutées pour des raisons politiques, raciales ou religieuses. Il n'existe pas de droit d'asile

contraignant en droit international. Même la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951 ne prévoit pas explicitement le droit à l'asile, mais elle oblige les Etats signataires (145 sur 193 Etats jusqu'en 2018) d'accorder une sécurité sociale aux demandeurs d'asile reconnus.

L'inégalité sociale augmente les bénéfices des entreprises

Sur la base de sa thèse, selon laquelle il y aura un mouvement migratoire aussi longtemps qu'il y aura une inégalité sociale mondiale consciemment créée, Hofbauer passe en revue l'histoire et démontre ce fait récurrent. En utilisant les termes «Pull Factor» et «Push Factor», il décrit les conditions de vie indignes dans les pays d'origine et ce qui semble si attrayant dans les pays cibles. Il faut dire «semble», car une fois arrivé dans le pays de destination, l'exploitation inhumaine continue. Cette fois, cependant, avec le résultat que le dumping salarial affecte la main-d'œuvre dans les pays cibles.

Jusqu'en 1973, 14 millions de travailleurs étrangers émigrèrent vers l'Allemagne. L'auteur Klaus J. Bade, cité par Hofbauer, parle dans son livre intitulé «Europa in Bewegung. Migration vom späten 18. Jahrhundert bis in die Gegenwart» [L'Europe en mouvement. Migration de la fin du XVIII^e siècle à nos jours] du fait que «l'emploi d'étrangers pouvait considérablement augmenter la flexibilité du facteur du coût du travail». Suite à cette flexibilisation du facteur du coût du travail, on peut dire que les salaires réels en Allemagne ont baissé de 1,6% entre 1992 et 2012. Parallèlement, les caisses de sécurité sociale allemandes furent mises à rude épreuve par les travailleurs qualifiés allemands licenciés parce que devenus trop «chers». C'est ainsi que l'Etat allemand finance avec l'argent des contribuables les bénéfices des entreprises.

Attaque contre les moyens de subsistance pour déclencher une migration voulue

La destruction de l'économie de subsistance par la guerre, les catastrophes écologiques et les guerres économiques est de loin la plus importante cause des migrations au cours de l'histoire. Si les gens ne peuvent plus subvenir à leurs besoins alimentaires et à ceux de leur famille, la seule chose qui reste à part la famine, c'est la migration. Dans tous les pays européens, la révolution industrielle a poussé les gens des campagnes vers les villes. L'augmentation de la productivité dans l'agriculture a entraîné une diminution du nombre de travailleurs agricoles. Et comme en même temps les salaires diminuaient, les familles rurales étaient privées de leurs moyens de subsistance. Il ne leur restait que de se rendre dans les villes en voie d'industrialisation ou en outre-mer, où les colons blancs d'Amérique du Nord et d'Argentine commençaient tout juste à déposséder les populations autochtones de leurs terres arables. «Dans la terminologie actuelle, on parlerait des consé-

quences de la révolution agricole du début du XIX^e siècle comme un «Push Factor» et de la conquête des Amériques comme un «Pull Factor».

L'éruption du volcan Tambora à Java a entraîné une énorme catastrophe environnementale en 1815. La chute des températures ayant suivi l'éruption a provoqué une crise agricole dans toute l'Europe. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de façon incommensurable et la faim s'est répandue. Les gens ont émigré, autant qu'ils le pouvaient, principalement en outre-mer.

L'UE, honoré par un prix Nobel de la paix, subventionne avec d'autres pays occidentaux, la production de produits agricoles dans leurs pays avec plus d'un milliard de dollars par jour. Pour quoi faire? Pour mener une guerre économique notamment contre les pays en voie de développement. Les produits agricoles à prix cassés inondent les marchés des pays du Sud, ruinent les agriculteurs locaux en très peu de temps, les forcent à la ruine et garantissent ainsi qu'avec la disparition des agriculteurs, le savoir-faire de la culture, de l'élevage et des soins transmis de génération en génération en agriculture se perd. Aujourd'hui, ces pays sont à la botte des pays industrialisés et sont donc contraints de servir les intérêts des entreprises étrangères. D'une part, on pille leurs matières premières et d'autre part, on pille les personnes elles-mêmes, considérées par cette élite du marché comme des ressources humaines, exploitées par des salaires de misère dans leur propre pays ou alors forcés d'émigrer comme travailleurs à bas salaires dans les pays du Nord avec un soi-disant «Pull Factor».

La fuite des cerveaux – destruction de la culture, de l'économie et des structures politiques

Des ouvriers qualifiés polonais travaillent comme nomades du travail en Europe de l'Ouest. En conséquence, la Pologne souffre d'une pénurie flagrante de travailleurs qualifiés. Le FMI et la Banque mondiale exhortent les Polonais à recruter les travailleurs manquant en Ukraine, tandis que l'Ukraine doit recruter pour elle des travailleurs au Kazakhstan. Et ainsi de suite! Cela s'applique à tous les pays permettant aux grandes multinationales, se comportant de façon hégémonique, de s'étendre dans leurs pays et de se placer au-dessus du système étatique – le FMI et la Banque mondiale assumant la fonction de consultants pour le compte de ces groupes.

Les conséquences pour les pays d'émigration sont évidentes. Les plus jeunes et les plus capables quittent le pays, laissant derrière eux des régions dont la structure d'âge est manifestement déséquilibrée, des zones qui, tôt ou tard, ne seront plus vraiment viables. Notamment le personnel médical quitte les pays d'Europe orientale pour venir à l'Ouest par dizaines de milliers. Des choses semblables se produisent en Afrique.

Quel rôle joue la fuite des cerveaux?

ew. Depuis belle lurette, c'est une pratique «éprouvée» des entreprises et des Etats – notamment des Etats industrialisés – de contourner les coûts provoqués par la formation de personnels qualifiés. Ainsi l'entreprise pharmaceutique Bayer Leverkusen a fermé son propre centre de formation dans les années 1980, pour céder ce fardeau aux petites et moyennes entreprises (PME). Quand celles-ci avaient formé par exemple des ouvriers qualifiés en chimie, causant d'énormes coûts à l'entreprise, Bayer Leverkusen les débouchait en leur offrant un «meilleur» salaire. Pour cette multinationale c'était un gain obtenu sans efforts. Mais combien de temps les petites et moyennes entreprises formant des apprentis peuvent et veulent-elles encore maintenir cette pratique?

Ce qui est pratiqué entre entreprises se fait également entre Etats. En 2000, 75% des médecins formés au Mozambique travaillaient à l'étranger. Pour la région au sud du Sahara, 28% des ouvriers qualifiés travaillaient à l'étranger. Au cours de la décennie écoulée, l'Ethiopie a perdu

75% de ses travailleurs spécialisés suite aux «Push» et «Pull-Factors». L'affirmation souvent avancée par les entreprises et les politiciens occidentaux, que ce phénomène correspond à une forme d'aide au développement parce que les ouvriers qualifiés travaillant à l'étranger renvoient beaucoup d'argent dans leurs pays d'origine, n'est pas pertinente. Il est vrai que, dans certains pays en voie de développement, les versements des exilés constituent jusqu'à 15% du budget national mais les pertes pour le développement du pays sont totalement disproportionnées par comparaison aux rentrées.

Depuis longtemps, il est connu que les Etats-Unis se procurent l'intelligence nécessaire et les collaborateurs qualifiés dans le monde entier, suite au fait que leur propre système d'enseignement public et de formation est en piteux état. A l'heure actuelle, l'Allemagne a dépassé les Etats-Unis dans le domaine du recrutement de travailleurs qualifiés à l'étranger. Les *Instituts Goethe*, avec leur bonne renommée, jouent, dans le monde entier, un rôle primordial dans ces activités.



ISBN 978-3-85371-864-3

Mais les pays d'immigration sont également confrontés à des problèmes insolubles, dont actuellement beaucoup de politiciens ne veulent pas encore admettre l'ampleur ou alors les appellent de leur choix suite à un aveuglement idéologique total. Prenons comme exemple la tâche de l'enseignement et de la formation dans les écoles. Quel pays investit encore dans ses écoles si, suite à l'immigration de main-d'œuvre, le coûteux système scolaire est soi-disant superflu? Avec sa nouvelle loi sur l'immigration, l'Allemagne prend précisément cette voie. Elle néglige l'enseignement et la formation de la prochaine génération et achète des ressources humaines dans le monde entier. Cela n'a plus rien à voir avec la tradition de la formation humaniste de *Wilhelm von Humboldt*.

Pas de nations – Pas de frontières

Avec l'importante migration de migrants islamiques en provenance de la Syrie, d'Afghanistan, d'Irak et d'autres pays musulmans, un lien direct avec les guerres de l'alliance occidentale est reconnaissable. En outre, comme le souligne expressément Hofbauer, l'ONU a abandonné, fin 2014, sans grandes explications, une aide humanitaire prévue spécialement pour les 1,5 millions de réfugiés syriens.

Seule l'étendue et l'orchestration d'arrière-plan est nouvelle. La chancelière allemande, au mépris total de son serment officiel et au mépris des conditions constitutionnelles, a non seulement aboli les frontières nationales de l'Allemagne, mais elle a également suspendu le régime de Schengen et l'ordre de Dublin, à elle seule. Ainsi, Mme Merkel a imposé sa politique aux Etats situés le long de la route des réfugiés. Avec son «Wir schaffen das!» [Nous y arriverons!], la chancelière a créé une culture dite de l'accueil, qui a été très bien accueillie par de nombreuses personnes en Allemagne. Ces personnes se sont portées volontaires pour s'occuper des réfugiés et des migrants, ont vu dans la culture d'accueil la réalisation de l'humanité et de la charité, sans perdre un seul mot sur le cycle indicible du tir, de l'exploitation, de la fuite et de l'aide aux réfugiés.

D'autres, en revanche, y ont vu une opportunité de générer beaucoup d'argent dans le cadre d'une «industrie sociale» naissante. La mise à disposition de logements a alourdi et continue d'alourdir les charges pour les communes, même lorsque le logement loué est inoccupé, parce que les contrats avec les opérateurs ont été conclus pour vingt ans. Si l'on énumère tous les coûts déboursés pour les migrants, on arrive rapidement à 47 milliards d'euros par an, soit 15% d'un budget fédéral allemand.

Un appel à refuser cette situation

Hannes Hofbauer discute de bien d'autres points. Si vous souhaitez une introduction et une analyse approfondie du problème de la migration, nous vous recommandons ce livre. C'est un ouvrage facile à lire, mais difficile à digérer, tant que vous avez un cœur qui vous rend conscient de votre propre responsabilité. Ce livre est un appel à initier des processus de changement suite à une information complète et objective. Un appel à ne pas accepter cette situation. Chacun d'entre nous peut apporter sa propre contribution. La lecture de ce livre est un excellent encouragement. •

«Vivre les Droits de l'Homme» La paix ne règne pas, elle doit être créée – 2^e partie

par Moritz Nestor

«Horizons et débats» a commémoré le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 avec son article en Une de l'édition de Noël (n° 29/30 du 27/12/18). 2018 ne devait pas se terminer sans commémorer ce grand jour, bien qu'avec un cœur lourd et attristé nous ayons pu constater comment cette espérance de 1948 a été grandement bafouée dans le monde. L'article se terminait par la question fondamentale pour l'humanité: d'où vient l'être humain et comment peut-il développer la capacité de vivre le premier contenu de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 stipulé dans son article premier: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent se rencontrer dans un esprit de fraternité».

Annemarie Buchholz-Kaiser, historienne et psychologue, membre de la Société internationale de psychologie individuelle, a organisé un séminaire interdisciplinaire de quinze jours sur l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'Homme à l'occasion du 50^e anniversaire à l'été 1998. Des interventions émanant de toutes les sciences humaines y ont été présentées: l'Histoire et les divers contextes sociétaux, des fondements anthropologiques et philosophiques, l'importance du droit naturel, des aspects psychologiques et pédagogiques. Annemarie Buchholz-Kaiser a placé le séminaire sous le thème «Vivre les droits de l'homme, notre contribution en tant que psychologues au 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme».

Un an plus tard, une chose horrible s'est produite: un abus des droits de l'homme par la transformation en leur contraire. Les droits de l'homme, conçus pour protéger l'individu contre l'Etat agressif, ont été transformés en arme d'Etat agressif contre l'individu; sous prétexte de «protéger» les habitants des Balkans contre le «Hitler des Balkans», les «protecteurs» autoproclamés ont déversé des bombes sur les populations qu'ils prétendaient vouloir «protéger». «Les droits de l'homme et la guerre sont aussi incompatibles que l'eau et le feu», s'était indignée Annemarie Buchholz-Kaiser.¹

Nous vivons dans une réalité amère faisant fi de tout ce que les cultures du monde ont réellement développé en termes d'humanité et de protection de la vie. Pour un grand nombre de personnes, la vie politique actuelle sur cette «pauvre planète Terre» est tout le contraire de ce à quoi aspiraient en 1948 les populations ayant vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale: plus jamais ...

La même année, lorsque l'épouse du président américain proclama la Déclaration universelle des droits de l'homme, George Kennan, chef de l'équipe de planification du département d'Etat américain, a massivement rejeté cette Déclaration et l'a renvoyée dans le monde des «rêveries»:

«Nous possédons 50% de la richesse du monde, mais nous ne représentons que 6,3% de la population mondiale. [...] Face à une telle situation, nous ne pouvons éviter d'attirer sur nous la jalousie et l'envie. Notre véritable tâche dans un avenir proche est de trouver une forme de relation nous permettant de maintenir ces différences de prospérité sans compromettre sérieusement notre sécurité nationale. Pour y parvenir, nous devons renoncer à toute sentimentalité et toute rêverie. [...] Il ne faut pas se faire d'illusions: aujourd'hui, nous pouvons nous permettre le luxe de l'altruisme et du bonheur mondial [...]. Nous devrions cesser de parler d'objectifs vagues et irréalistes tels que les droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est pas loin, où nos actions devront être guidées par une sobre pensée de pouvoir. Moins nous serons gênés par des slogans idéalistes, mieux ce sera.»²

Hitler, Staline, Mussolini, Mao, Pol Pot, etc., l'ont-ils exprimé «mieux» ou «pire»?

«Pilotage au lieu de l'autodétermination politique – l'Etat a également été défini comme un système parmi de nombreux autres systèmes devant être piloté. Il a perdu son rôle d'instance faîtière du droit et des lois pour tous, sous laquelle tout le monde vit en sécurité juridique.»

Ce que la pure politique du pouvoir qualifie d'«objectifs vagues et irréalistes», nous le savons depuis longtemps. Hitler méprisait également l'humanité et la charité comme du pur «sentimentalisme».

Où sommes-nous aujourd'hui sur cette voie, où certains tentent «de maintenir ces différences de prospérité sans compromettre sérieusement notre sécurité nationale»? Au début, au milieu ou bien l'effondrement de l'empire a-t-il déjà été annoncé? Thierry Meyssan demande dans le numéro d'Horizons et débats mentionné ci-dessus: où veut-on encore nous conduire?³

Certains cercles veulent toujours et encore rebrousser chemin, éliminer les droits de l'homme, les Etats, etc. Les droits de l'homme sont devenus un moyen pour

des systèmes (apprenants = traitant des informations).⁵ Cela a commencé ainsi: on a assimilé l'apprentissage et la réflexion humaine au thermostat de chauffage réglant automatiquement le chauffage lorsqu'une valeur de consigne (égal à «information») est atteinte («traitement de l'information» = «apprentissage»).

Dans les années 1970 et 1980, cette analyse systémique s'est développée dans de très nombreux domaines: la théorie des jeux, la synergie, la théorie du chaos, les systèmes auto-poïétiques (autorégulateurs), la biologie des systèmes, la sociobiologie, l'écologie profonde (théorie Gaïa), l'ésotérisme et l'enseignement du Nouvel Age pour ne citer que les plus importants. Tout est basé sur l'hypothèse que tout dans le

«Dans l'orage de la mondialisation, il est donc urgent de revenir à des groupements axés sur les valeurs, à des initiatives et des possibilités de discussion et de rencontres directes d'une personne à l'autre et non «gérées» de l'extérieur, de retrouver les activités politiques, la bonne foi, afin que les gens puissent à nouveau se faire entendre «d'en bas», et de renforcer l'autogestion existante.»

mener la guerre, guerre transformée en «intervention humanitaire». Voilà le credo des représentants des grandes puissances politiques hégémonistes de toutes les couleurs des XX^e et XXI^e siècles. Même s'ils ne s'expriment plus de la même manière, les droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation sont, selon Kennan, des «objectifs vagues et irréalistes», un luxe, du sentimentalisme, des slogans idéalistes, des rêveries. La «sobre pensée de pouvoir» signifie: encore plus d'avantages pour quelques super riches, au niveau global.

Quelles sont les influences empêchant la réelle mise en œuvre des droits de l'homme? Après avoir pris connaissance des pensées de Bernays, Lippmann et d'autres,⁴ nous savons que notre monde est constamment recouvert d'une grosse couche de propagande. Qui-conque a subi de plein fouet une campagne de presse sait ce que cela signifie. Mais il sait aussi que cela vous fortifie et aiguise votre vision et votre compréhension des événements sociétaux.

Abolition de la pensée au service de la domination

Telle est notre amère réalité: nous vivons sous le règne d'une idéologie souhaitant aspirer toutes les sciences dans sa vision universelle du monde: il n'y aurait pas de différence entre matière animée et inanimée, il n'existerait que des systèmes. Déjà la connexion de deux atomes en une molécule est un processus de traitement de l'information, un processus «apprenant». Bateson a même très sérieusement appelé cela un «processus spirituel». Atomes, molécules, pierres, montagnes, plantes, organes, organisme, individu, mariage, famille, commune, canton, Confédération, Etat, économie, science, formation, etc.: on affirme que tout cela sont des

monde est un «système» avec «feedback» et «boucle de régulation». Une partie a été utilisée avec succès, par exemple, en psychologie et n'a rien à voir avec l'autre volet historique.

La plus grande partie, cependant, a été utilisée comme techniques de la force douce («Soft-Power») sous direction américaine. A cette fin, le physicien autrichien Heinz von Foerster, membre du Macy Group,⁷ a reçu son propre laboratoire financé par l'armée américaine: le Biological Computer Laboratory (BCL), où il voulait recréer des processus de la pensée dans l'ordinateur.⁸ Il a ainsi créé les bases du constructivisme: il n'y a pas de réalité, celle-ci n'est qu'une construction du cerveau dégradé en ordinateur.⁹ Les processus extrêmement complexes dans la nature et la société ont été réduits à des formules mathématiques extrêmement simples. A partir de ces formules simples, on a créé des «modèles», qui furent ensuite calculés par l'ordinateur.¹⁰ C'était alors la réalité (construite) ou ce qui restait de l'homme après l'avoir défini être une machine.

Pilotage au lieu de l'autodétermination politique

L'Etat a également été défini comme un système parmi de nombreux autres systèmes devant être piloté. Il a perdu son rôle d'instance faîtière du droit et des lois pour tous, sous laquelle tout le monde vit en sécurité juridique. La démocratie et l'autodétermination sont remplacées par une administration optimale, une gestion du changement («Change Management») et des «interventions en grands groupes», gérés de l'extérieur de la structure étatique.¹¹ Pour les populations, on organise des «ateliers du futur» comme terrain de jeu pour mimer la «participation». Une illusion démocratique remplace la réelle structure étatique

«Il ne s'agit ni de réflexions utilitaristes, ni de communautés du pouvoir, ni d'électorisme. Il s'agit plutôt de réflexions humaines, de communautés développées par le peuple pour le peuple, d'un développement humain de la société, de la culture, du débat politique – au lieu de «communication» et de «démocratie dirigée» selon Bernays et Lippmann.»

désintégrée pour empêcher toute rébellion. La démocratie, la souveraineté, l'autodétermination, le gouvernement – bref, l'Etat constitutionnel démocratique avec séparation des pouvoirs a été diabolisé comme étant archaïque. Exclue de l'Etat, l'homme perd de plus en plus sa citoyenneté dans tous les réels domaines sociaux où se déroule la véritable vie privée et politique. L'Etat en tant que communauté, au sein duquel les gens qui y vivent forment une communauté citoyenne, est progressivement dissout. Les ressortissants d'un Etat deviennent les membres de systèmes – par exemple d'entreprises – privés du cadre protecteur de l'égalité des droits et de l'autodétermination garantie dans leur vie de citoyens.

A l'aide de cette «nouvelle pensée», on «transforme» progressivement nos sociétés européennes. Mais au fond, cela est totalement étranger pour nous Européens et contredit tout ce qui nous définit en tant qu'être humain.

La démocratie a besoin d'un sens commun de la Vie

Dans l'orage de la mondialisation, il est donc urgent de revenir à des groupements axés sur les valeurs, à des initiatives et des possibilités de discussion et de rencontres directes d'une personne à l'autre et non «gérées» de l'extérieur, de retrouver les activités politiques, la bonne foi, afin que les gens puissent à nouveau se faire entendre «d'en bas», et de renforcer l'autogestion existante. Il faut à nouveau renforcer les familles, revitaliser les écoles et la formation, s'engager pour combattre la toxicomanie, protéger la vie à tous les niveaux, renforcer l'auto-assistance et l'autonomie dans les domaines de la culture.

Il ne s'agit ni de réflexions utilitaristes, ni de communautés du pouvoir, ni d'électorisme. Il s'agit plutôt de réflexions humaines, de communautés développées par le peuple pour le peuple, d'un développement humain de la société, de la culture, du débat politique – au lieu de «communication» et de «démocratie dirigée» selon Bernays et Lippmann.

L'humanité vécue – une tâche perpétuelle pour l'humanité

Alfred Adler, fondateur de la psychologie individuelle, écrivait en 1933 dans son œuvre tardive «Sinn des Lebens» [Le sens de la vie]: «Il est difficile d'ignorer que l'humanité connaît ce problème et en est imprégnée. [...] Il vit en nous et cherche à s'affirmer, il ne semble pas assez fort pour faire ses preuves malgré toutes les résistances.¹² L'humanité et les droits de l'homme ont aussi été formulés par des philosophes. Mais déjà l'exemple de Las Casas illustre qu'il ne s'agissait pas seulement d'un simple respect formel des droits de l'homme, mais d'une lutte intérieure pour les appréhender.¹³ La lutte pour les droits de l'homme a toujours consisté en des étapes inséparables vers une coexistence lointaine: placer l'humanité à l'encontre de l'injustice, éclairer, fortifier et former les gens, afin que, dans un avenir lointain, l'humanité puisse à nouveau être vécue dans toutes les populations. Cet idéal lointain de l'humanité vécue était espéré par tous ceux qui, dans la longue histoire des droits de l'homme, ont continué à faire avancer le processus: «dans une époque future» cet être humain vivra «le sentiment communautaire comme il respire», disait Alfred Adler en son temps.¹⁴ Car ils savaient tous: les droits de l'homme ne se limitent pas à une exigence philosophique rationnelle, ils n'ont rien d'un automatisme, ils ne tombent pas du ciel et ne sont pas étrangers à l'homme.

L'objectif premier du travail éducatif d'Annemarie Buchholz-Kaiser dans le domaine de la psychologie individuelle était de rendre émotionnellement tangible dans la coexistence humaine le respect de la liberté et de la dignité humaines – c'est-à-dire ce qu'exige de manière programma-

«Vivre les Droits de l'Homme»

suite de la page 7

tique l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Renforcer, former, promouvoir, renouveler et perpétuer cette humanité compatissante ancrée dans la vie émotionnelle. L'exigence rationnelle du respect de la liberté et de la dignité a besoin du désir et de la volonté de l'homme d'être actif parmi ses semblables. C'est ainsi qu'elle devient émotionnellement tangible pour les enfants et les adolescents, afin qu'ils puissent l'ancrer dans leurs propres sentiments.

Que sont donc les droits de l'homme dans mon âme? Qu'est-ce que mon interaction (en moi et envers moi) a à voir avec ce que je fais en tant que père, mère, enseignant, éducateur, médecin, citoyen, etc.? Mes activités doivent contribuer à créer les conditions nécessaires pour le développement de davantage de liens sociaux entre nous. L'espoir de l'objectif lointain d'une coexistence digne pour tous n'est pas un optimisme béat.

Qu'est-ce que l'Homme?

C'est précisément pour cette raison qu'il est de la plus haute importance de se demander: qu'est-ce que l'homme réellement? La position de la psychologie individuelle est la suivante: l'homme n'est ni une machine ni un animal contrôlé par les réflexes. Il est doué de la raison, de la compassion et de la volonté. Dès sa naissance, il façonne activement la vie avec sa «force créative» en interaction avec ses semblables. L'esprit de l'homme n'est rien sans son corps. Mais il dirige le corps, aide à le façonner, pour le meilleur ou pour le pire. Ce n'est pas mon cerveau qui pense. Je pense avec mon cerveau. L'esprit humain – donc les sentiments humains et la pensée humaine se développent uniquement dans les relations interpersonnelles – est le pouvoir productif central de l'Histoire. Tout être humain pourrait être ainsi. L'homme est ainsi. Comment peut-on vouloir «digitaliser» tout cela?

La tâche de la culture est de faire éclore ces possibilités inhérentes à l'être humain. Déjà l'enfant se fraie son chemin dans cette vie inconnue, en avançant en lien et en relation avec ses parents. Il fait ses expériences, et chaque expérience est une nouvelle étape, un encouragement pour une prochaine étape, une motivation pour une autre expérience. Ainsi, peu à peu, se forme, en constante relation entre parents et enfant, un style de vie personnel et particulier, une image émotionnelle profondément enracinée de soi et du monde, comment on pourrait y vivre heureux en maîtrisant la vie. C'est une expression de la communauté entre l'enfant et ses parents. L'enfant lui-même y participe, avec son propre pouvoir créatif,¹⁵ «un artiste avec lui-même», selon Johann Gottlieb Herder.¹⁶ Il est toujours à la recherche de relations humaines et son développement humain fait partie de cette relation.

«L'exigence rationnelle du respect de la liberté et de la dignité a besoin du désir et de la volonté de l'homme d'être actif parmi ses semblables.»

Opposons-nous au «je ne t'aime que si tu m'aimes.» Opposons-nous à toute violence, mais pensons à guider l'enfant. Il a besoin de limites pour reconnaître les erreurs. Ne soyons pas l'adulte abusant de l'enfant pour se sentir lui-même reconnu, concentrons-nous à guider l'enfant vers l'humanité.

Car ainsi je contribue à ce que les générations futures aient un jour une meilleure situation. Même si ce ne sera pas de mon vivant – n'ai-je pas, moi aussi, pu récolter et profiter des fruits ayant mûri grâce aux graines semées par mes ancêtres? Mais dans le respect du temps nécessaire, je sais que

la vie – l'admiration et l'attention d'autrui –, et de permettre précisément ce qui lui paraissait le plus terrible – l'acceptation active des exigences justifiées du vivre ensemble («logique de vie», Adler) et la critique de ses modes de comportement –, à la fois sans sentiment d'infériorité, sans apitoiement sur soi-même et sans penser à une remise en question de sa propre valeur. Bref, il ne pouvait plus se soustraire à cette épreuve.»¹⁹

Alors seulement, j'agis de manière consciente en tant qu'être humain envers

«L'esprit de l'homme n'est rien sans son corps. Mais il dirige le corps, aide à le façonner, pour le meilleur ou pour le pire. Ce n'est pas mon cerveau qui pense. Je pense avec mon cerveau. L'esprit humain – donc les sentiments humains et la pensée humaine se développent uniquement dans les relations interpersonnelles – est le pouvoir productif central de l'Histoire.»

nous ne pouvons pas imaginer être capables de résoudre en une génération le problème suprême des hommes, à savoir de mieux se comprendre.

Un autre principe de la psychologie individuelle est que l'on ne change pas les autres, mais soi-même. Alfred Adler a donc parlé de «l'éducation des éducateurs».¹⁷ L'éducation et l'auto-éducation sont les deux faces de la même médaille, elles vont de pair. Quiconque veut éduquer, quiconque veut avoir un impact doit prendre en compte ce fait.¹⁸ La connaissance de ce qu'est l'être humain commence par la connaissance de soi. Et la connaissance de soi est suivie par l'auto-éducation, par la pratique, la formation et l'intégration d'une nouvelle attitude. Nos Anciens appelaient cela la vertu.

Leonhard Seif, représentant munichois de la psychologie individuelle, a décrit – en 1930 à l'occasion du 60^e anniversaire de son professeur Alfred Adler – l'étape centrale menant l'homme à l'auto-éducation:

«[...] c'est le passage de la théorie à la pratique, de la connaissance de soi à sa réalisation dans la vie quotidienne. Cela signifie la sérieuse remise en question de son aspiration au prestige, la volonté honnête de renoncer précisément à ce qui lui était apparu jusque-là comme le sens de

mon prochain – là où je suis, là où la vie m'a placé. Ces explications mettent en lumière ce qu'Annemarie Buchholz-Kaiser voulait exprimer en 1998 lorsqu'elle a déclaré: «Vivre les droits de l'homme, c'est notre contribution au 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme». •

¹ cf. Becker, Jörg & Beham, Mira. *Operation Balkan. Werbung für Krieg und Tod*. Baden-Baden 2006; cf. Loquai, Heinz. *Der Kosovo-Konflikt. Wege in einen vermeidbaren Krieg*. Baden-Baden 2000; cf. aussi: Loquai, Heinz. *Weichenstellungen für einen Krieg*. Internationales Krisenmanagement und die OSZE im Kosovo-Konflikt. Baden-Baden 2003

² Kennan, George. Cité selon Wertz, Armin. *Die Weltbeherrscher. Erste vollständige Chronik aller US-amerikanischen Operationen in unabhängigen Staaten*. Aktualisierte und erweiterte Neuauflage. Frankfurt/Main 2017, p. 6

³ Meyssan, Thierry. Envers qui Emmanuel Macron est-il débiteur? *Horizons et débats* n° 29/30, 27/12/18

⁴ cf. Bernays, Edward. *Propaganda – comment manipuler l'opinion en démocratie* [1928]. Zones octobre 2007; cf. aussi: Tribelhorn, Marc. *Meister der Manipulation – wie Edward Bernays mit raffinierter PR-Arbeit unsere Konsumkultur veränderte*. In: *Neue Zürcher Zeitung* du 14/7/18; cf. aussi: Chomsky, Noam & Herman, Edward S. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media* [1988]. New York 2002. [Die

«Un autre principe de la psychologie individuelle est que l'on ne change pas les autres, mais soi-même.»

Courrier  des lecteurs

Introduction d'une nouvelle Carte de santé électronique – dossiers mal sécurisés

Une nouvelle *Carte de santé électronique* sera généralisée en 2021 en Allemagne. A partir de ce moment, les caisses d'assurance-maladie devront fournir à chaque patient un *Dossier électronique du patient*. Ainsi, les images radiologiques, les résultats, les données d'urgence, les plans de médicaments ou les données de laboratoire seront accessibles numériquement, par exemple, aux médecins traitants.

Imaginez qu'avec cette Carte de santé, vous aurez toutes les données sur votre puce, et les patients et leurs médecins ainsi que les caisses d'assurance-maladie et les pharmacies auraient un accès complet à toutes les données. La personne assurée peut également accéder au Dossier électronique du patient avec son smartphone. Une entreprise privée doit développer une infrastructure télématique (IT) permettant l'accès à la nouvelle carte. Là aussi, il existe un risque d'accès non autorisé à des fichiers sensibles.

De nombreux citoyens ne sont pas encore conscients des conséquences de l'introduction de cette nouvelle carte de santé électro-

nique. Elle peut donner lieu à de multiples abus de la part de pirates informatiques ou d'attaquants professionnels. Le *Chaos-Computer-Club* a déjà signalé que le problème ne sera pas résolu avec de meilleurs mots de passe, le système lui-même est une «passoire»! La question de la responsabilité se pose ici.

Depuis plusieurs années, les médecins mettent en garde contre les données électroniques peu sécurisées. La loi les oblige, eux plus que quiconque, à être personnellement responsables des risques liés au réseautage dans le domaine de la santé. En outre, les soins des données doivent être fournis gratuitement par le médecin. En raison de la complexité technique, le temps consacré aux soins des patients se réduit massivement.

90% des citoyens assujettis aux cotisations sociales – l'assurance-maladie en est un élément essentiel – sont concernés. Les intérêts des patients doivent être préservés et protégés à tout prix, mais pas ceux des «acteurs» qui définissent les normes techniques. Les com-

pagnies d'assurance privées envisagent également de créer un tel système.

Les «attaquants» seront toujours à l'affût, car ce sont des données très importantes et confidentielles. Pourquoi ne pas exiger des politiciens de donner le «bon exemple» en remplissant leur propre dossier électronique du patient de données sensibles?

Étant donné les milliards d'euros en jeu, l'affirmation selon laquelle les citoyens peuvent choisir librement, s'ils veulent rendre leurs données disponibles ou pas n'est rien de plus qu'un calmant pour ne pas faire surgir trop de protestations.

Il y a trop de critiques justifiées à l'égard de l'introduction de la nouvelle *Carte de santé électronique*. De nombreux médecins demandent la conservation du système actuel et le stockage sur papier des renseignements importants.

Jörg Sieg, Gottmadingen (DE)

Liens informatifs:

<https://www.youtube.com/watch?v=RIIZrnrx1E;>
<https://www.youtube.com/watch?v=82Hfh1AltIQ>

Konsensfabrik. Noam Chomsky und die Medien, Dokumentarfilm 1992]

⁵ Un bon aperçu de ces pensées dans: Klepsch, Andrea & Gottwald, Franz-Theo (Hg.). *Tiefenökologie*. Diederichs 1995

⁶ Schöpfung von Norbert Wiener, Mitarbeiter Batesons an den Macy-Konferenzen; cf. Wiener, Norbert. *Mensch und Menschmaschine. Kybernetik und Gesellschaft*. 3. Aufl. Frankfurt am Main/Bonn 1966 [The Human Use of Human Beings – Cybernetics and Society 1955]; cf. Bluma, Lars. *Norbert Wiener und die Entstehung der Kybernetik im Zweiten Weltkrieg* (= Kritische Informatik. Band 2). Münster 2005 [Dissertation Uni Bochum 2004]

⁷ Pour un bref aperçu: Wikipedia. Macy-Konferenzen. de.wikipedia.org/wiki/Macy-Konferenzen (état au 4/2/19). Foerster, Heinz von; Mead, Margaret; Teuber, Hans Lukas (Hg.). *Protokolle 6–10*. New York: Josiah Macy, Jr. Foundation [Cybernetics: Transactions of the Sixth Conference. 1949; Cybernetics: Transactions of the Seventh Conference. 1950; Cybernetics: Transactions of the Eighth Conference. 1952; Cybernetics: Transactions of the Ninth Conference. 1953; Cybernetics: Transactions of the Tenth Conference. 1955] cf. Pias, Claus. *Cybernetics. The Macy Conferences 1946–1953. The Complete Transactions*. diaphanes, Zürich u. a. 2016;

cf. aussi: Pias, Claus. *Cybernetics. = Kybernetik. The Macy-Conferences 1946–1953*. 2 Bände. diaphanes, Zürich u. a. 2003–2004 [Band 1: Transactions. = Protokolle. 2003. Band 2: Essays and documents. = Essays und Dokumente. 2004]

⁸ Müller, Albert. Eine kurze Geschichte des BCL. Heinz von Foerster und das Biological Computer Laboratory. In: *Österreichische Zeitschrift für Geschichtswissenschaften*. 2000, 11. Jg., Heft 1, S. 9–30

⁹ Foerster, Heinz von & Pörksen, Bernhard. *Wahrheit ist die Erfindung eines Lügners, Gespräche für Skeptiker*. 4. Aufl. Heidelberg 2001

¹⁰ Djuren, Jörg/Weiss, Olaf/Wendling, Uwe. Falsche Eingabe – Adresse existiert nicht. Kritik der Systemtheorie, Systembiologie, Kybernetik, Chaostheorie, Spieltheorie, S. 1. www.ak-anna.org/naturwissenschaftskritik_alternativen/chaostheorie.htm, zuletzt aktualisiert 30.02.2009 (21.9.2009)

¹¹ Schjold, Inger Christine. Grossgruppeninterventionen als Teil partizipativer OE-Prozesse. *Frischer Wind* 2017, p. 233–262 [api.frischerwind.com/content/uploads/2017/07/Grossgruppeninterventionen.pdf]

¹² Adler, Alfred. *Der Sinn des Lebens*, 1933

¹³ Récit impressionnant in: Schneider, Reinhold. *Las Casas vor Karl V.*, Leipzig 1938

¹⁴ Adler, Alfred. *Der Sinn des Lebens*, 1933

¹⁵ cf. Bettner, Betty Lou. *Die «schöpferische Kraft» – Wie Kinder ihre Persönlichkeit erschaffen*. Tuttingen 2012

¹⁶ Herder, Johann Gottfried. *Ideen zur Philosophie der Geschichte der Menschheit*. Leipzig: Felix Meiner o. J., S. 135

¹⁷ Steiner, Bernadette. *Erziehung der Erzieher*. Über den Einfluss Alfred Adlers Individualpsychologie auf Elternbildungskonzepte der Gegenwart unter dem Aspekt der Prävention von Fehlentwicklungen beim Kind. Diplomarbeit am Institut für Bildungswissenschaft der Universität Wien 2011

¹⁸ cf. Adler, Alfred. *Zur Erziehung der Eltern* (1912). Adler, Alfred und Furtmüller, Curt. *Heilen und Bilden*. München 1914

¹⁹ Seif, Leonhard: Zum Problem der Selbsterkenntnis und Selbsterziehung. In: Seif, Leonhard und Zilaha, Lad (Hg.). *Selbsterziehung des Charakters. Alfred Adler zum 60. Geburtstag gewidmet von seinen Schülern und Mitarbeitern der Individualpsychologie*. Leipzig 1930, p. 1–8, p. 8

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Alfred Escher et le Mouvement démocratique – pionniers de la Suisse moderne

par Werner Wüthrich, docteur en sciences administratives

Il y a chaque année une occasion de se souvenir des événements historiques ayant marqué de façon essentielle l'économie et la politique. Cela est aussi le cas pour 2019: il y a deux siècles, par exemple, – le 20 février 1819 – naissait Alfred Escher. On trouve aujourd'hui son impressionnante statue sur un socle de granit de quatre mètres de haut devant la gare centrale de Zurich. Escher a été un politicien influent dans le canton de Zurich et au niveau fédéral, un leader économique et un entrepreneur de chemin de fer.

Il y a 150 ans – le 18 avril 1869 –, les électeurs du canton de Zurich votèrent en faveur d'une nouvelle Constitution à l'aspect vraiment révolutionnaire et incluant de nombreux droits populaires. Le texte qui va suivre est consacré à ces deux événements.

Alfred Escher (1819–1882) était issu d'une très ancienne et influente famille de conseillers et de membres de corporations de la ville de Zurich. Il siégea simultanément, pendant 36 ans au Conseil cantonal, 34 ans au Conseil national, sept ans au gouvernement cantonal. Il fut fondateur et directeur de la *Nordostbahn* [Chemins de fer du Nord-Est] (la première grande entreprise ferroviaire suisse), fondateur et président du conseil d'administration de la *Schweizerische Kreditanstalt* [Société de Banque Suisse] (aujourd'hui, *Credit Suisse*, CS), fondateur et membre du conseil de surveillance de la coopérative *Société suisse d'Assurances générales sur la vie humaine* (aujourd'hui *Swiss Life*), président du comité de direction et du conseil d'administration de la *Compagnie du Chemin de fer du Gothard*, comme membre du gouvernement zurichois responsable de l'Instruction publique, cofondateur de l'*Ecole polytechnique fédérale* (aujourd'hui ETHZ) et membre à vie du Conseil scolaire, et bien d'autres choses encore – et tout cela, très souvent en même temps. Escher, fut probablement le plus important et le plus influent leader économique et politique de toute l'histoire de l'Etat fédéral.

En tant que politicien libéral, il défendit la démocratie représentative et domina la politique comme rarement un homme politique ne l'avait fait avant et après lui. Il devint ainsi le principal adversaire du mouvement d'opposition zurichois, le Mouvement démocratique, qui demandait le droit de participation et des droits populaires et entra en lutte contre le «système Escher».

Alfred Escher, chef d'entreprise et politicien libéral

Alfred Escher appartenait au parti libéral qui déterminait le cours de la politique au cours des années précédant et suivant la fondation de l'Etat fédéral en 1848.¹ Il était perturbé par le fait que la construction des chemins de fer avait à peine débuté en Suisse. La Grande-Bretagne disposait déjà d'un réseau de chemins de fer de 10 000 kilomètres. L'Allemagne et la France avaient elles aussi beaucoup d'avance dans ce domaine. La révolution industrielle battait son plein, nécessitant de nouveaux moyens de transport afin de



Scène à la sortie sud du Tunnel du Gothard pendant les travaux. Illustration Exposition Alfred Escher, Catalogue ISBN 3-908225-08-6

transporter rapidement les matières premières comme le coton, les céréales, le fer et les ressources énergétiques mais aussi d'assurer la livraison des produits finis aux marchés les plus reculés. Pour la Suisse, c'était particulièrement important, car elle ne disposait ni de matières premières, ni de grands marchés, où elle aurait pu écouler ses produits industriels. Le tourisme, lui aussi, était encore dans les langes. Les quelques touristes qui visitaient la Suisse et son univers montagneux le faisaient encore en calèche à cheval. Ce retard, il s'agissait de le combler le plus vite possible – c'était le principal souci d'Alfred Escher.

Oui, mais: qui devait en entreprendre la réalisation? En 1848 et dans les années suivantes, la Confédération ne disposait pour cela que d'un budget de quelques millions de francs suisses et il lui fallait d'abord développer sa propre administration. On n'attribua au chemin de fer qu'un bureau dans le département de la poste et de la construction. Pour Escher, il était évident que la construction des installations ferroviaires soit reprise par des sociétés privées en collaboration avec les cantons et les communes. Les cantons devaient accorder des concessions approuvées par la Confédération représentant l'unité de coordination et organe de surveillance. Cependant, cette dernière se réservait le droit de racheter les chemins de fer à une date ultérieure. Il revint à Escher de convaincre la plupart des conseillers nationaux et des conseillers aux Etats (membres des deux Chambres du Parlement fédéral) du bien-fondé de ce concept afin d'obtenir leur feu vert.

Dès le début, Escher comprit tous les éléments nécessaires à la construction d'un réseau ferroviaire. En 1853, il fonda les Chemins de fer du Nord-Est. Les cantons de Zurich et de Thurgovie, ainsi que les villes de Zurich et de Winterthur participèrent chacun à hauteur de 4 millions de francs suisses, les actionnaires privés, de 6 millions et les investisseurs étrangers, de 5 millions de francs suisses. Quelques semaines plus tard,

déjà, des équipes de montage se mirent à poser les rails depuis Zurich en direction du lac de Constance. Dix autres sociétés de chemin de fer apparurent dans d'autres cantons.

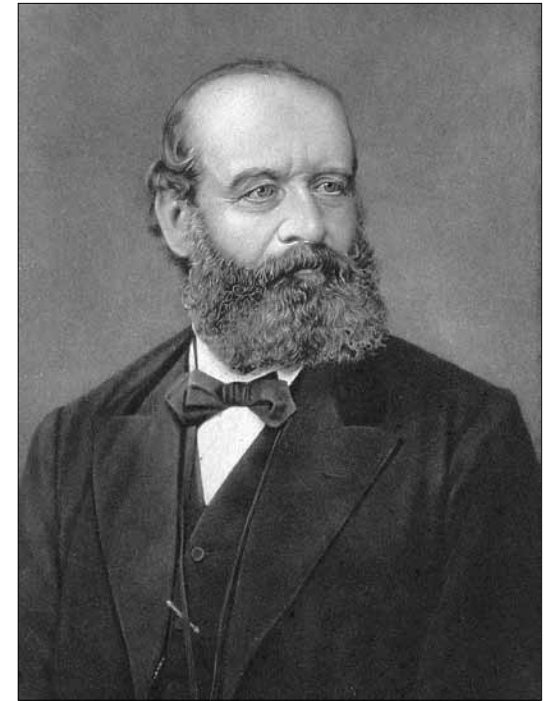
Escher se rendit compte qu'à cause de la topographie de la Suisse, il faudrait construire un assez grand nombre de tunnels et de ponts. Cependant on manquait d'ingénieurs. En 1854, il joua un rôle décisif dans la fondation de l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich (aujourd'hui ETHZ/EPFZ) et fut également élu pour siéger au Conseil de l'école. Il invita des professeurs venant de l'étranger, tant et si bien que bientôt la première promotion d'ingénieurs sortit de l'école. En 1855, 71 étudiants assistaient aux cours, en 1860, ils étaient 336.

Comme les deniers publics des cantons et des communes n'étaient pas suffisants, et qu'Escher et les compagnies ferroviaires ne voulaient pas dépendre des banques étrangères, Escher fonda en 1856 la Société de Banque Suisse, qui se spécialisa dans l'émission de titres commerciaux (actions et obligations). (Il n'aurait pas été approprié d'utiliser les fonds en provenance des caisses d'épargne pour cette affaire risquée.)

Escher, l'homme politique

Parallèlement à la présidence des Chemins de fer du Nord-Est et du Crédit suisse, Alfred Escher occupait de nombreuses fonctions politiques. Il fut plusieurs années membre du Parlement municipal et député au Grand Conseil du canton de Zurich. En tant que Conseiller d'Etat [membre du gouvernement cantonal], il était responsable de l'Instruction publique et réalisa plusieurs réformes. De plus, il occupa durant 34 ans un siège au Conseil national, dont il fut plusieurs fois président. Il réussit magistralement à édifier des réseaux politiques étendus à l'ensemble du canton tout comme au niveau fédéral, qui lui apportèrent un tel soutien qu'il réalisa rapidement ses projets. Tout ce qu'il prenait en main semblait réussir – et rapidement, par-dessus le marché. Le retard pris dans la construction des voies ferroviaires – comparé aux réalisations à l'étranger – fut comblé en une dizaine d'années et Zurich devint, à l'époque d'Escher, le centre économique et le pôle de circulation de la Suisse. Mieux que quiconque, Escher incarnait l'esprit pionnier, la libre entreprise et l'essor économique. Nombre de grandes entreprises d'aujourd'hui ont été fondées à cette époque. Pendant les années ayant précédé 1848, Zurich était très nettement plus petit que Bâle, Berne ou Genève. Tout cela devait rapidement changer.

Alfred Escher était intégré dans le système libéral-représentatif de son temps. Ce n'est donc pas lui rendre justice que de le décrire comme un capitaliste avide ou encore un «baron des chemins de fer» dont les seules motivations auraient été les cours de la Bourse et ses propres profits. Escher était proche du peuple, fut toujours reconduit dans ses fonctions politiques, faisait partie de la chorale de l'église de sa commune de Wollishofen, et invitait régulièrement chez lui le poète *Gottfried Keller*. Sans doute, il possédait



Portrait d'Alfred Escher vers 1875. (Image Wikipedia)

des actions de «ses» Chemins de fer du Nord-Est et de «son» établissement de crédit, mais sans de véritables possibilités de décider à lui seul. En outre, il était déjà riche à la naissance, et aurait parfaitement pu se dispenser de nombre de ses tâches presque surhumaines et de ses obligations publiques. Il est de notoriété publique que, pendant les années difficiles, il renonça à son salaire de président des Chemins de fer du Nord-Est. Il n'intervint pas non plus quand les mêmes Chemins de fer du Nord-Est firent passer leurs rails au beau milieu de son jardin (l'actuel Parc Belvoir).

Apparition d'un mouvement démocratique d'opposition

Certes, Escher fut toujours reconduit dans ses fonctions politiques au sein de nombreuses institutions, mais il se développa une opposition grandissante contre la «Principauté Escher», contre le pouvoir paraissant pratiquement princier avec lequel Escher dirigeait le canton de Zurich et pouvait, en raison de ses nombreux contacts, faire presque tout ce qu'il voulait. Cela ne correspondait pas à la conception coopérative de l'Etat en Suisse. Sur le plan politique, Escher était un typique représentant du système libéral-représentatif. Il défendait résolument, tant au niveau cantonal que fédéral, que les votations populaires ralentissaient les processus politiques, empêchaient le progrès, et que les petites gens manquaient de compétence et de discernement. Et il s'en tint toute sa vie à ce point de vue.

Les seuls qui siégeaient alors au Parlement cantonal et au gouvernement étaient presque exclusivement des représentants du parti libéral dirigeant la démocratie représentative dans le canton depuis 1831. Le Mouvement démocratique, nom désignant les opposants, était issu de presque toutes les couches de la population: artisans, paysans, enseignants, professeurs universitaires, journalistes, entrepreneurs et ouvriers. Ils étaient tous convaincus que dans le «système Escher», le principe de la souveraineté du peuple était atrophie. Plus l'influence d'Escher se faisait sentir, plus l'opposition augmentait. S'y ajoutaient les tensions traditionnelles entre la ville de Zurich, vu comme la centrale, et les régions rurales.

Les divers adversaires souffraient de difficultés de toutes sortes et, à juste titre, trouvaient que le gouvernement s'occupait uniquement des «grands projets», s'impliquant trop peu en faveur de leurs demandes. Il y avait aussi le fait que la population n'avait aucun droit décisionnaire touchant au choix du tracé des lignes de chemin de fer. La décision d'attribuer – ou non, ou seulement plus tard – une gare à une commune donnée, était en effet primordiale pour la population et pour sa situation économique, dans toute la Suisse. Les conflits étaient inéluctables.

Le quotidien «Der Landbote» au centre du Mouvement démocratique

Le centre intellectuel du Mouvement démocratique se trouvait à la rédaction du jour-

Le Conseil constitutionnel zurichois adopte le principe du soutien aux coopératives

Le socialiste utopiste *Karl Bürkli* s'engagea vigoureusement en faveur des coopératives. Le procès-verbal du discours de *Karl Bürkli* consacré à l'article sur les coopératives circulait comme tract. Il y exigeait la promotion étatique des coopératives et l'instauration d'une banque cantonale destinée à soutenir les artisans et les agriculteurs ainsi que les nombreuses nouvelles coopératives avec des crédits avantageux.

Le mouvement coopératif – c'est ce qu'espérait *Karl Bürkli* – s'imposerait largement face au capitalisme. Les coopératives ne devaient donc pas être subventionnées par l'Etat, mais uniquement soutenues par un apport au capital initial. A terme, son objectif était de «républicaniser l'industrie par le biais des coopératives ouvrières», ou aussi l'instauration d'«associations de production». Sur ce dernier point cependant, il ne trouva pas de majorité – en revanche son projet de soutien étatique aux coopératives

fut approuvé. Par le biais de la démocratie directe, le pouvoir de classe laisserait la place à la souveraineté populaire, selon *Bürkli*. Les électeurs se trompent moins souvent lors de votations que lors d'élections.²

La promotion des coopératives est une tradition perdurant jusqu'à nos jours: en 2012, les électeurs de la ville de Zurich ont décidé à une forte majorité de soutenir la construction de logements coopératifs et d'augmenter ainsi le taux d'appartements coopératifs bon marché par rapport à l'ensemble des appartements locatifs de la ville, le portant de 24 à 33%. Une initiative populaire fut approuvée peu après dans le canton, demandant l'attribution d'un fonds pour le soutien à la construction de logements d'utilité publique.

¹ zit. in *Kölzli* 2004, p. 78

² Roca, René (Ed.) *Frühsozialismus und moderne Schweiz*. Basel 2018, p. 81s.

«Alfred Escher et le Mouvement ...»

suite de la page 9

nal de Winterthur «Der Landbote» avec son rédacteur, *Salomon Bleuler – L'École de Winterthur*, comme on la désignait en Suisse romande.² Bleuler croisait souvent le fer avec les journalistes de la «*Neue Zürcher Zeitung*» proche du gouvernement libéral. A l'époque, la ville de Winterthur relevait de la partie «campagne» du canton et s'opposait ainsi souvent à Zurich, la «ville». Le porte-parole du mouvement était *Karl Bürkli*, socialiste utopiste et président de la *Konsumverein* [Coopérative des consommateurs].³ Les travailleurs en faisaient également partie, quoique nettement en minorité. Pendant longtemps, il ne fut pas possible de parler d'un véritable parti démocratique, à cause de l'absence de toutes structures.

En 1865, le Grand Conseil posa les bases constitutionnelles d'un bouleversement politique de très grande ampleur, pouvant presque être désigné de révolution.⁴ Par rapport aux autres cantons et à la Confédération, le canton de Zurich avait du retard en matière de droits populaires. L'Etat de droit libéral incluant les droits à la liberté individuelle, la séparation des pouvoirs et la domination de Parlement (démocratie représentative) avait à peine changé depuis 1831. La Constitution fédérale de 1848, cependant, prévoyait déjà la possibilité pour 50 000 citoyens de réclamer par leur signature un vote populaire sur la question d'une éventuelle refonte de la Constitution fédérale. En 1865, le Grand Conseil ouvrit cette voie également dans le canton à Zurich, et le peuple approuva le nouvel article constitutionnel. Il suffisait alors de réunir 10 000 signatures pour exiger une révision totale de la Constitution cantonale. Dans le cas où le peuple donnait son approbation, cela devait entraîner un retour aux urnes pour élire un Conseil constitutionnel de 222 membres, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution. Un programme ambitieux, et pas seulement pour l'époque!

De la révolution démocratique vers une véritable démocratie

En 1867, les affaires politiques prirent une autre tournure. On forma un comité composé de 15 personnalités reconnues dans tout le canton. Ces derniers convoquèrent pour le 15 décembre 1867 quatre grandes assemblées publiques (*Landsgemeinden*), à Zurich, Uster, Winterthur et Bülach. Bravant la pluie et la neige, environ 20 000 citoyens se rassemblèrent et exigèrent la révision totale de la Constitution. On récolta rapidement le triple des dix mille signatures exigées et le 23 janvier 1868, le projet fut soumis au vote du peuple. La participation au scrutin s'élevait à 90%. A plus de 80%, le peuple s'exprima en faveur d'une révision totale de la Constitution et de l'élection d'un Conseil constitutionnel. «Le message est clair» écrivit en capitales Salomon Bleuler dans «*Der Landbote*», «nous souhaitons une régénération politique du canton!»

A ce moment précis, tout alla très vite. Dès mars 1868, le Conseil constitutionnel de 222 personnes fut élu – avant tout de membres issus du Mouvement démocratique. Ils se mirent à l'œuvre immédiatement afin d'élaborer une nouvelle Constitution. On organisa une consultation dans tout le canton, afin que tout le monde puisse formuler ses souhaits et ses demandes. Le «référendum et l'initiative populaires» écrivit «*Der Landbote*» en mai 1868, «sont les deux pivots décisifs du courant politico-démocratique et des aspirations du peuple».⁵

Le travail du Conseil constitutionnel se déroulait en public. C'est ainsi que les orateurs ne s'adressaient plus seulement à leurs collègues du Conseil, mais également au public, les journaux publièrent les procès-verbaux des séances et des commentaires.

Ce qui était nouveau – comme l'écrivit Bleuler dans «*Der Landbote*» – était l'idée d'instaurer dans un canton important au fort développement économique un véritable gouvernement populaire. Dans certains petits cantons, il existait, depuis longtemps, des «*landsgemeinde*» ayant fait leurs preuves. Alors que les votations et les élections avaient lieu à main levée à un endroit en plein-air (par exemple, sur la Grand-Place communale de Glaris), on prévint, pour le grand canton de Zurich et ses nombreuses communes, un vote décentralisé et secret. Avec le nouveau moyen de communication de la télégraphie,

on allait parvenir rapidement à la publication de l'ensemble des résultats. Ainsi, le tout avait été prévu.

Constitution du Canton de Zurich de 1869

La Constitution comportait les points-clés suivants:⁶

Souveraineté du peuple et droits populaires

a) Alors que la Constitution de 1831 maintenait encore fermement que l'autorité publique devait être exercée par le Grand Conseil en tant que représentant du peuple, l'art. 1 de la nouvelle Constitution stipulait comme suit: «L'autorité étatique repose sur la totalité du peuple. Elle est exercée directement par les citoyens actifs, et indirectement par les autorités et les fonctionnaires.» (art. 1)

b) Le peuple, c'est-à-dire la majorité des électeurs, élit le gouvernement du canton de la même manière (art. 37). Au niveau des districts, les fonctionnaires et le préfet sont élus directement par le peuple (art. 44) – tout comme les juges. Au niveau communal, même les ecclésiastiques et les enseignants de l'école obligatoire sont élus et confirmés dans leurs fonctions tous les six ans (art. 64).

c) Le Grand Conseil (Parlement cantonal) subordonne au vote populaire «tous les amendements constitutionnels, les lois et les concordats» ainsi que les scrutins spécialisés et les décisions financières, lorsqu'ils dépassent le montant de 250 000 francs, ou pour les dépenses récurrentes, de plus de 20 000 francs par an (art. 30, 31, 40).

d) Le peuple peut exercer le droit à l'initiative populaire sous réserve de la récolte de 5 000 signatures tant pour des questions d'ordre constitutionnel que pour les lois. Il peut donc déclencher le processus législatif mais aussi s'exprimer obligatoirement sur le résultat final. S'il le désire, il pouvait donc avoir le premier et le dernier mot (art. 29).

Politique sociale

Dans le domaine sociopolitique le Conseil constitutionnel avait également accompli un travail de pionnier et prévu d'impressionnantes innovations:

a) Introduction d'une imposition progressive (art. 19).

b) Une banque cantonale, la *Zürcher Kantonalbank*, doit mieux prendre en compte les besoins des paysans et des artisans (art. 24).

c) L'enseignement scolaire public devint obligatoire et gratuit (art. 62).

d) Le canton encourage le système coopératif fondé sur l'entraide et publie des lois de protection des travailleurs (art. 23).

e) L'interdiction de coalition est levée – condition essentielle pour la fondation de syndicats. (art. 3).

Liberté communale

Les nouveaux critères doivent également être entièrement appliqués au niveau communal, ainsi que l'énonçait l'art. 51:

«Il reviendra en particulier aux assemblées communales de: surveiller les services de la gestion communale leur ayant été attribués, déterminer les budgets prévisionnels annuels, adopter les comptes annuels, approuver les taxes, approuver les dépenses lorsqu'elles dépassent un montant fixé par eux, ainsi que l'élection de ses représentants [...]»

Pour l'époque, cette Constitution représentait une réforme véritablement révolutionnaire. Elle ne se présentait pas comme une compilation d'exigences indépendantes les unes des autres, mais comme un concept global réaffirmant les accomplissements libéraux tels que l'égalité devant la loi, les droits de liberté individuelle et la séparation des pouvoirs, leur adjoignant des droits populaires étendus ainsi que des innovations sociopolitiques qu'elle interconnectait. La liberté d'entreprise faisait aussi partie de cette réforme. Selon l'art. 21:

«Il est possible d'exercer librement toutes sortes de professions dans les domaines de l'art et de la science, du commerce et de l'industrie. Réservées sont les réglementations légales et policières, nécessaires au bien public.»

La votation du siècle du 18 avril 1869

La réforme fut approuvée par 65% des électeurs. Le résultat fut célébré par des salves d'artillerie et des fêtes populaires. Et le professeur de droit constitutionnel *Alfred Kölz* de préciser: «Zurich a été le premier canton

à inclure très largement dans sa Constitution des articles économiques et sociaux.» «*Der Landbote*» rendit hommage à cet épisode qu'il décrivit comme le plus important événement survenu dans le domaine des récents renouvellements des structures étatiques. La nouvelle Constitution est, selon Bleuler dans «*Der Landbote*»,

«en un mot, la première tentative conséquente de mettre en œuvre l'idée d'une réelle souveraineté populaire sous une forme correspondant aux conditions culturelles modernes pour remplacer la *landsgemeinde*, certes respectable, mais [...] adaptée uniquement à de petites unités, par une institution dont la pierre angulaire est le recours aux urnes dans les communes. [...] Le 18 avril, ce précepte a été instauré dans la vie civile du canton de Zurich, et nous saluons ce jour avec une joyeuse ardeur, bâtie sur la conviction profonde d'une paisible confiance en l'effet bienfaisant de la nouvelle souveraineté du peuple.»⁷

Le grand bouleversement démocratique survenu dans le canton de Zurich devint réalité parce que le terrain avait déjà été préparé. Il faut aussi rappeler les mouvements démocratiques analogues dans d'autres cantons à la même époque, l'approche coopérative au sein de la Confédération, la tradition de la *landsgemeinde* dans plusieurs petits cantons ayant parfaitement fonctionné souvent depuis des siècles, et les initiatives de démocratie directe entreprises auparavant dans divers cantons.⁸

L'essor politique des démocrates continue

En mai 1869, le gouvernement fut pour la première fois élu par le peuple, et un changement se dessina. Les libéraux qui – en tant que représentants du peuple selon la Constitution libérale-représentative dans les décennies précédentes – avaient pratiquement à leur gré décidé des événements politiques, furent rejetés et remplacés par les démocrates. Ce parti put aussi nommer les deux représentants zurichois au Conseil des Etats (Chambre haute). La majorité des représentants zurichois au Conseil national (Chambre basse) étaient également démocrates. Lors des élections pour le Grand conseil (Parlement cantonal) ils emportèrent la majorité absolue. «*Der Landbote*» évolua, passant du statut de journal régional d'opposition à celui d'un journal lu avec intérêt dans tout le canton et même dans d'autres cantons. Ce fut l'une des très rares révolutions qui se passa démocratiquement et sans un seul coup de fusil. (A la même époque, la population de Paris tenta d'établir un nouveau régime accordant des droits populaires. La Commune de Paris de 1871 se termina dans un bain de sang.)

Chose étonnante, Alfred Escher et son «système» étaient certes les «grands perdants» de la votation du siècle de 1869 et des élections suivantes. Escher fut cependant réélu la même année (et à plusieurs reprises par la suite) au Conseil fédéral avec un score éclatant et il obtint ensuite de nouvelles responsabilités importantes au niveau fédéral, assumant la direction des travaux de percement du Tunnel du Gothard. Cela montre qu'il s'agissait moins de s'en prendre à l'homme Escher qu'au «système». Les Zurichois voulaient changer les structures de l'Etat, tout en honorer Alfred Escher et ses résultats. Les libéraux et les démocrates se rapprochèrent au cours des années suivantes, gérant le canton en commun et se réunissant plus tard au sein du *Parti radical-démocratique PRD*. La fondation du *PRD Suisse* date de 1894. On peut également trouver des démocrates à la gauche du spectre politique: le *Parti social-démocrate Suisse SPS* fut fondé en 1888.

Percement du Tunnel du Gothard

Dans les années 1870, Escher reprit, en tant que président et organisateur de la *Compagnie du Gothard*, les plus hautes responsabilités dans la réalisation du Tunnel du Gothard. Le contrat du Gothard qu'il avait négocié prévoyait une couverture des frais de construction à hauteur de 187 millions de francs (valeur de l'époque), partiellement financés par des subventions publiques. L'Italie y contribuait pour 45, l'Allemagne pour 20, et la Suisse pour 20 millions. S'y ajoutaient des actions à hauteur de 34 et des obligations pour 68 millions, émises par la Compagnie du Gothard et le Crédit Suisse. Escher prenait un risque énorme – de même que les bailleurs de fonds

(qui émettaient des actions ou acquéraient des obligations) ne pouvaient pas être sûrs de récupérer leur argent – car personne ne savait ce que les mineurs trouveraient à l'intérieur de la montagne. On pouvait mesurer ces risques à l'évolution du cours des actions du Crédit Suisse. Si les équipes avançaient sans problème, l'action montait. S'il se produisait des difficultés, comme par exemple une voie d'eau, une grève des ouvriers ou qu'on publiait des dépassements de budget de 40 millions, l'action chutait. Huit ans plus tard donc, les travaux prirent fin dans les délais. Les ouvriers spécialisés et les ingénieurs formés au «Poly» avaient rendu un excellent travail. Les deux équipes, qui progressaient depuis longtemps l'une vers l'autre dans le tunnel principal de 15 kilomètres de long à l'aide de machines et d'outils rudimentaires, se rencontrèrent au milieu du Gothard, n'accusant qu'une différence de quelques centimètres.

Cependant, les mesures de sécurité étaient toujours insuffisantes. Il se produisit encore d'assez nombreux accidents, causant de nombreux décès. En 1882, on inaugura la liaison centrale Nord-Sud comprenant 62 tunnels, 34 ponts et 10 viaducs – un grand événement et une fête pour la Suisse et pour toute l'Europe. D'autres projets ferroviaires audacieux furent réalisés au cours des années suivantes par des entrepreneurs sur le modèle de ce qu'avait accompli Escher – comme par exemple la Ligne de la Bernina, à une altitude de 2250 m ou le chemin de fer de la Jungfrau, grimant à 3500 m.

Alfred Escher, un défi politique

En sa personne, Alfred Escher incarnait l'esprit pionnier, l'initiative privée et la libre entreprise, le renouveau économique et la dynamique, l'excellente formation scolaire et professionnelle, le progrès technologique et aussi la volonté d'ouvrir de nouvelles voies à l'organisation bancaire. Le Mouvement démocratique, cependant, s'impliquait dans le partage du pouvoir, la séparation conséquente des pouvoirs, la participation et la coresponsabilité du peuple, le droit d'intervention direct et la coresponsabilité du peuple, les lois de protection du travail, les lois de protection des travailleurs, la compensation sociale et régionale et une implication plus marquée des aspirations de toutes les couches de la population.

Au XIX^e siècle, tous deux tenaient des positions puissantes. Les tensions n'aboutirent cependant pas dans la lutte des classes – comme le recommandait l'approche politique marxiste. Mais les deux courants se rejoignirent au niveau coopératif de la Confédération, se complétèrent dans le jeu politique et préparèrent le terrain pour le développement de la Suisse moderne.

Concept économique libéral et démocratique de la Suisse

Cinq ans après l'approbation de la nouvelle Constitution zurichoise, et suite à des révisions analogues dans d'autres cantons, les Chambres fédérales remanièrent entièrement la Constitution fédérale en 1874. Elles relièrent ainsi – comme l'avaient fait les Zurichois – la liberté économique à la démocratie directe et développèrent pour tout le pays un concept économique libéral et démocratique, unique au monde et toujours en vigueur de nos jours. Il reposait sur trois piliers majeurs:

1. La liberté économique (à l'époque, la liberté du commerce et de l'industrie) entendue comme un droit de liberté individuel et un droit fondamental.
2. Le principe de liberté économique: il exige que la structure nécessaire inhérente soit également libérale. Concrètement, cela signifie que des dérogations aux libertés étaient absolument possibles – mais uniquement suite à un vote constitutionnel obligatoire.
3. Démocratie directe: en outre, le peuple peut déterminer lui-même, grâce au droit de référendum et d'initiative (depuis 1891), les principaux aspects concrets du cadre réglementaire. A l'époque cela pouvait être une législation sur les usines ou, de nos jours, la politique agricole ou l'imposition des entreprises – et cela permet aussi de poser des jalons dans la politique économique (ce qui s'est produit plusieurs fois). Le peuple l'approuva le 19 avril 1874. Les bases constitutionnelles étaient ainsi posées

Jaap ter Haar: «Oleg oder Die belagerte Stadt» [Oleg ou La ville assiégée]

Le miracle de Leningrad en livre jeunesse

par Diana Köhnen



L'un des chapitres les plus sombres du régime national-socialiste et de la Seconde Guerre mondiale est le siège de Leningrad, aujourd'hui Saint-Petersbourg, par la Wehrmacht allemande de 1941 à 1944. Peu de personnes en Allemagne savent encore de quoi il s'agit, et certainement très peu d'entre elles comptent parmi les jeunes.

Il existe un livre jeunesse touchant sur le siège allemand de Leningrad pendant la Seconde Guerre mondiale écrit par Jaap ter Haar. L'auteur néerlandais, qui a lui-même vécu l'occupation allemande des Pays-Bas, a fui en France, où il a intégré la résistance française. Plus tard dans sa vie, il s'est mis à écrire des livres pour enfants et adolescents qui, suite à leur traduction en de nombreuses langues, ont été connus dans le monde entier.

Jaap ter Haar

dk. Jaap ter Haar est né le 25 mars 1922 à Hilversum aux Pays-Bas. Après son bac, en 1940, il travaille d'abord comme employé de bureau. Après l'occupation allemande des Pays-Bas, il se rend en France et participe à la résistance. Après la Seconde Guerre mondiale, il accomplit un service militaire volontaire dans les troupes de la marine royale des Pays-Bas. Plus tard, il devient correspondant pour des stations de radio d'outre-mer. Durant son temps libre, il travaille comme écrivain et fait, dès 1954, de l'écriture sa profession principale. Ses livres pour enfants et adolescents deviennent célèbres dans le monde entier et sont traduits dans de nombreuses langues. Outre «Oleg oder Die belagerte Stadt», son livre pour jeunes intitulé «Behalt das Leben lieb» [Continue à aimer la vie]¹ fait partie de ses livres les plus lus. Jaap ter Haar décède le 26 février 1998 à Laren, dans sa patrie néerlandaise.

¹ Jaap ter Haar, *Behalt das Leben lieb*, Munich 2004 (dtv junior) (ISBN 3-423-07805-7)

L'un de ces livres est intitulé «Oleg oder Die belagerte Stadt»,¹ et décrit la situation effroyable de la population civile dans la ville assiégée de manière explicite et humaine, et cela de la perspective du jeune protagoniste Oleg et de son amie Nadja.

Le père d'Oleg est décédé lors du transport en camion de denrées alimentaires à travers le lac Ladoga gelé. Ce lac constitue la seule voie vers la Russie non occupée. Même quand le lac commençait à dégeler, on tentait de maintenir le ravitaillement de la population, malgré les risques. Un jour, le camion s'est enfoncé dans la glace et le père d'Oleg a trouvé la mort, comme de nombreuses autres personnes qui ont pris le risque de traverser le lac.

Le livre débute par les souvenirs d'Oleg de son père et on apprend que sa mère est tombée malade suite aux privations et à la souffrance. Oleg est le seul à pouvoir aller chercher les petites rations de nourriture quotidiennes à la cuisine à soupe. Il entreprend ce chemin avec Nadja, dont le père et le frère sont morts de faim. Nadja a mauvaise conscience parce qu'elle continue à chercher quatre rations pour pouvoir les offrir à la mère malade d'Oleg.

Bien qu'il soit prévu d'évacuer tous les enfants de la ville assiégée de Leningrad, Oleg décide de rester avec sa mère et de ne pas quitter la ville. Un jour, Nadja et Oleg ont l'idée de se procurer encore davantage de nourriture. Ils connaissent un entrepôt de pommes de terre en dehors de la ville, où ils veulent aller se servir pour cuisiner une bonne soupe nourrissante pour la mère. Ils entreprennent le trajet difficile à travers un no man's land et les lignes ennemies. Là, Nadja s'évanouit de faiblesse et d'épuisement. Soudain, des soldats allemands émergent et Oleg décide de leur tirer dessus avec le pistolet d'armée de son père qu'il porte toujours sur lui. Contre toute attente, les trois soldats s'occupent des enfants et leur donnent une partie de leurs rations de nourriture pour qu'ils reprennent des forces. Après un débat controversé, les soldats décident de ramener les enfants aux lignes russes et de les accompagner. Avec un bout d'étoffe, ils fabriquent un drapeau blanc qu'ils portent devant eux pour annoncer aux Russes qu'ils viennent en mission pacifique. Les soldats russes s'approchent avec beaucoup de méfiance, bien qu'ils aient

avec eux un interprète pour traduire les paroles des Allemands. Les enfants sont alors remis aux Russes. Un des soldats russes propose toutefois d'abattre les soldats allemands parce qu'il suppose qu'ils sont venus pour espionner les positions russes. Et à ce moment, quelque chose d'inattendu survient: Oleg s'entrepasse et exige qu'on laisse partir les soldats, car ces derniers étaient venus avec de bonnes intentions: «Puis, Oleg regarda vers le lieutenant russe. La dureté sur son visage avait fait place à une expression d'étonnement. Le soldat, qui avait voulu les abattre a baissé son fusil et grattait la neige avec ses pieds. Les autres soldats avaient les yeux baissés. Le sergent avait les yeux rivés sur Nadja. Il régnait à nouveau un silence de mort. Le lieutenant a fait signe au traducteur de se rapprocher. «Dis-leur qu'ils peuvent partir, Iwan Petrowitsch!» Puis, il hésita un instant, comme s'il cherchait ses mots. «Dis-leur aussi que nous leur sommes reconnaissants. Ce serait grave, si dans cette guerre toute humanité se perdait.»

Les soldats allemands leur disent adieu, mais pas sans laisser encore un morceau de pain et de saucisse à Oleg et Nadja. «Encore une fois Oleg sentit la pression familière de la grande main sur l'épaule. Puis, le commandant se leva. Lentement, il regarda autour de lui, avec le même sourire soucieux qu'Oleg avait déjà vu sur son visage auparavant, il se mit au garde-à-vous, comme les soldats allemands y sont habitués. Et enfin quelque chose de bien se passa pendant ce long jour misérable. Le jeune lieutenant de l'Armée rouge prit position. «Compagnie halte!», commanda-t-il. Tous les Russes se mirent au garde-à-vous. Le lieutenant leva la main droite vers son bonnet de fourrure. C'était comme s'il honorait les trois Allemands pour leur courage, leur aide, leur humanité. [...] Le paysage enneigé n'était plus comme une page blanche sous le ciel gris. Les bottes des soldats allemands avaient écrit un important message dans la neige.»

Deux autres années de siège attendaient encore Oleg et ses concitoyens, mais pour Oleg, une transformation intérieure était survenue, il était devenu adulte et avait perdu la haine: ««J'ai changé», s'est redit Oleg, car il ne sentait plus de haine en lui, ce qui lui permit



ISBN 978-3-423-07858-0

de penser à la paix. Il y a à peine une semaine, il avait constamment ressenti – comme tout le monde à Leningrad – une haine féroce envers les Allemands. Cette haine l'avait souvent aidé à ravaler ses larmes et lui avait donné la force de supporter tout ce qu'il avait vécu: les attaques aériennes, les incendies, les morts dans la neige. Mais que pouvait-on reconstruire dans les décombres avec de la haine? La rencontre dans le terrain vague lui avait appris qu'il y avait de bons Allemands [...] N'était-ce pas un miracle qu'on pouvait perdre sa haine dans la guerre? [...] Oleg pensa aux soldats russes et allemands se trouvant au front tout proche. «Seigneur fais-leur miséricorde», pria-t-il en silence.»²

Oleg continue à refuser avec vigueur de se faire évacuer, bien que sa mère et son oncle Wanja souhaitent l'évacuation. Sa mère accepte finalement sa décision de rester à Leningrad. La privation, la faim et le décès de connaissances font partie de la vie quotidienne à Leningrad – également pour Oleg –, jusqu'à ce que finalement, en 1944, la ville soit libérée par des troupes russes et des groupes de prisonniers de guerre allemands traversant Leningrad.

¹ Jaap ter Haar, *Oleg oder Die belagerte Stadt*, München 2007 (dtv pocket), d'occasion ou comme E-Book.

² idem., p. 63

«Alfred Escher et le Mouvement ...»

suite de la page 10

pour les quelques 200 votations populaires sur des questions économiques et sociales, ayant eu lieu au niveau fédéral depuis. (Linder, 2010). Il s'agissait de questions portant sur le système économique, le monde du travail, la formation scolaire et professionnelle, la politique industrielle, les assurances sociales, les impôts et les finances, l'agriculture et l'environnement, l'organisation bancaire et les finances, l'immigration et les accords économiques avec d'autres pays. S'y ajoutèrent d'innombrables votations au niveau cantonal et communal. Le concept était sans cesse mis à l'épreuve et parfois fondamentalement remis en question – comme actuellement, par l'Union européenne qui désire intégrer la Suisse politiquement et institutionnellement à l'aide d'un accord-cadre, sans remarquer que son arrogance centralisatrice et sa politique dirigée d'en haut ne conviennent pas à un concept économique libéral s'appuyant directement sur le peuple.

Après 150 ans, on peut émettre un jugement d'ensemble: l'ordre actuel n'est pas parfait, mais il peut être considéré favorablement, et la Suisse est très bien positionnée dans le contexte international. Donc: la gestion très efficace et impressionnante de la politique économique, comme Alfred Escher l'a initiée, était certes excellente, mais elle ne représentera un réel succès uniquement si le peuple y est attentif et assume ses responsabilités – la raison pour laquelle le Mouvement démocratique a préparé la voie au cours du XIX^e siècle. Voici une illustration par un exemple concret:

Les chemins de fer – privés ou publics?

Depuis les débuts, les «Staatsbahner», (partisans du ferroviaire nationalisé) de la Berne fédérale, persistaient à exiger

l'étatisation des chemins de fer. Mais ce fut qu'en 1891 qu'on présenta un projet concret, alors que les compagnies des chemins de fer privées avaient pratiquement réalisé l'ensemble du réseau ferroviaire de près de 3000 kilomètres (2010: 5251 km): le conseiller fédéral Stampfli proposa aux Chambres fédérales dans un premier temps d'étatiser la *Schweizerische Centralbahn* – la deuxième plus importante compagnie ferroviaire après les Chemins de fer du Nord-Est. Elle couvrait l'ensemble du Plateau suisse et allait de Bâle au Gothard via Lucerne en passant par le tunnel du Hauenstein. Elle avait par conséquent également au plan politique une importance stratégique. En outre, la *Centralbahn* était un des actionnaires principaux de la Société du Gothard d'Alfred Escher. C'étaient là de bonnes raisons d'unifier les différents réseaux des sociétés de chemins de fer et d'en laisser la gestion à la Confédération. Le Parlement approuva et soumit le projet aux citoyens dans une votation populaire.

Le 6 décembre 1891, tant les «Staatsbahner» que le Parlement et le gouvernement fédéral eurent une mauvaise surprise. Le peuple souverain se prononça tout différemment de ce qu'ils avaient espéré. Plus que 60% des votants et la plupart des cantons refusèrent l'étatisation. Il était intéressant d'examiner les résultats dans les différents cantons. 80% des électeurs du canton de Zurich s'opposèrent, alors que 60% des Bernois approuvèrent le projet. Les quatre cantons du Gothard, Tessin, Uri, Schwyz, Obwald et Nidwald s'opposèrent clairement avec 90% des voix à l'étatisation. Il semblait ne pas être disposés à transférer à d'autres le contrôle du Gothard, qui jouait depuis des siècles un si grand rôle dans leur vie et leur histoire. Le canton du Valais se prononça même à 95% contre, le canton de Schaffhouse à 91%. Les raisons de ces choix peuvent avoir été très différentes. Le conseiller

fédéral Stampfli en fut déçu et se retira. Il était évident que la Suisse n'était pas encore un espace économique homogène (et ne l'est toujours pas de nos jours). Si le Parlement avait simplement procédé à l'étatisation, comme il est d'usage dans une démocratie représentative, il se serait certainement produit de graves désordres politiques.

Cependant, l'atmosphère évolua: sept ans plus tard – le 20 février 1898 – le peuple souverain approuva à plus de 60% une proposition allant encore plus loin et aboutissant à la création des *Chemins de fer fédéraux CFF*. La participation au vote dépassa les 80%, avec même 89% dans le canton de Zurich, ce qui démontre l'importance qu'avait ce projet.⁹

Quatre des plus grandes sociétés de chemins de fer privées – les Chemins de fer centraux, les Chemins de fer du Nord-Est, les *Chemins de fer suisses réunis*, la *Compagnie Jura-Simplon* et un peu plus tard également les Chemins de fer du Saint-Gothard – devaient être vendues à la Confédération pour environ 1,2 milliards de francs suisses. Une grève très impopulaire favorisa la très nette approbation des électeurs. Les employés des Chemins de fer du Nord-Est qui couvrait alors presque 40% du réseau ferroviaire suisse, firent grève pendant trois jours (du 11 au 13 mars 1897) et paralysèrent pratiquement tout le trafic au niveau national. Les trains cessèrent de rouler et les gares s'emplirent de silence sans leur brouhaha familial. (De nos jours, les grèves sont interdites dans le trafic ferroviaire.)

En quelques années, l'ambiance avait radicalement évolué. Après le second scrutin, une grande partie du réseau des chemins de fer, auparavant construit par des sociétés privées, fut cédée à la Confédération. Les cantons du Gothard – ainsi que le Valais et d'autres cantons romand – y étaient toujours opposés. Mais la décision fut acceptée et en 1902 la voie était libre pour la création des CFF.

Aujourd'hui, il y a toujours et encore trois sortes de compagnies ferroviaires: des chemins de fer privés (sociétés anonymes), auxquelles des personnes privées, des communes et des cantons sont associés, des trains de banlieue cantonaux, et les CFF. Aujourd'hui, ils sont tous interconnectés dans un ensemble d'horaires et de tarifs. – Les chemins de fer sont tenus en haute estime dans toute la Suisse, et à l'heure actuelle, la région zurichoise dispose du réseau de chemins de fer le plus dense au monde – et cela notamment grâce à l'homme dont la statue se trouve devant la gare centrale de Zurich.

(Traduction *Horizons et débats*)

Bibliographie:
Linder, Wolf; Bolliger, Christian; Rielle, Yvan. *Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen 1848–2007*. Berne 2010

¹ Jung, Joseph. *Alfred Escher 1819–1882. Aufstieg, Macht, Tragik*. Zurich 2007, p. 162–287

² Guggenbühl, Gottfried. *Der Landbote 1836–1936. Hundert Jahre Politik im Spiegel der Presse. Winterthur 1936*, p. 125s.

³ Schiedt, Hans-Ulrich. *Die Welt neu erfinden, Karl Bürkli (1823–1901) und seine Schriften*. Zürich 2002

⁴ Kölz, Alfred. *Neue Schweizerische Verfassungsgeschichte II. Ihre Grundlinien in Bund und Kantonen seit 1848. [Nouvelle histoire constitutionnelle de la Suisse II. Les grandes lignes dans la Constitution et les cantons depuis 1848]*, Berne 2004 – mit Quellenband, p. 48s.

⁵ Guggenbühl a.o., p. 196

⁶ Kölz a.o., p. 63–74

⁷ Guggenbühl a.o., p. 203

⁸ Roca, René. *Wenn die Volkssouveränität wirklich eine Wahrheit werden soll ... Die Schweizerische direkte Demokratie in Theorie und Praxis. [Si la souveraineté populaire devenait réalité ... La démocratie directe suisse en théorie et en pratique]* Zürich 2012, p. 201–207

⁹ von Muralt, Leonhard. *Zürich im Schweizerbund. [Zürich dans la Confédération suisse]* Zurich 1951, p. 183

Comment l'imprimerie a marqué la Réforme zurichoise

Exposition «Getruckt zu Zürich» – Imprimerie et Réforme à Zurich

par Urs Knoblauch, journaliste culturel, Fruthwilen

A l'occasion du 500^e anniversaire de la Réforme zurichoise et de l'arrivée d'Ulrich Zwingli (1484–1531) à Zurich, de nombreuses manifestations auront lieu au cours de l'année 2019. On peut déjà visionner un film populaire au cinéma et de nombreuses publications portent de l'intérêt à la réforme zurichoise. Une exposition à la Bibliothèque centrale de Zurich montre que, sans le nouveau média de l'imprimerie et Christoph Froschauer (1490–1564), imprimeur et éditeur zurichois, cette bouleversante évolution historique n'aurait guère été possible. Dans la salle d'exposition du trésor, sont exposées jusqu'au 30 avril 2019 d'impressionnantes pièces d'exposition. Cet événement a été solennellement inauguré dans le cadre d'un programme musical, de chants et de psaumes, dans la Predigerkirche. Il illustre l'importance décisive des connaissances, de l'éthique et d'un bon enseignement pour le développement culturel et la coopération au sein de la société. Il faut se demander ce qu'il en est de la transmission nécessaire des fondamentales valeurs morales et éthiques, en prenant en compte la sécularisation croissante, le relativisme des valeurs, les bouleversements techniques et sociaux de grande ampleur.

Les écrits et les bibles imprimés ont encouragé la Réforme

Ulrich Zwingli débute en tant que pasteur en 1519, et commence à prêcher l'Évangile et à développer des activités réformatrices intenses. Durant son mandat pastoral d'à peine douze ans de prêtre séculier au Grossmünster de Zurich, il déclenche un changement profond au sein de l'Église et de la société. Christoph Froschauer (1490–1564), un imprimeur natif de la Bavière, qui a eu l'occasion de reprendre une imprimerie à Zurich suite à un mariage, devient un important collaborateur du réformateur. Zwingli et l'imprimeur tiennent un rôle déterminant, au niveau international également, en exerçant une grande influence sur l'opinion publique.

En effet, la Réforme ouvre un important champ commercial avec de nombreuses imprimeries et maisons d'édition. Avec presque 800 impressions, l'imprimeur zurichois faisait partie des grands noms des régions germanophones. Même après la mort de Zwingli, l'entreprise continue son expansion, elle continue à se développer après la mort de Froschauer et est reprise en 1798, après plusieurs changements de propriétaires, par Orell, Füssli & Co. – l'entreprise même qui, à partir de 1780, imprime le journal de renom «Zürcher Zeitung», l'actuel «Neue Zürcher Zeitung». Dans ce contexte, le Musée national montre l'exposition «De la Bible au billet de banque. Imprimer depuis 1519» du 21 février au 22 avril.

Un des grands accomplissements de la Réforme a été de rendre accessibles les textes bibliques par le biais d'une traduction acces-

sible à tous, du latin ou du grec en langue allemande. Avant l'époque de l'imprimerie, il y existait déjà diverses traductions, mais toutes très peu répandues. En 1521, le Nouveau Testament de Martin Luther (1483–1546) est publié en allemand, l'Ancien Testament suit en 1534. Ainsi, Luther voulait donner davantage de «liberté à l'homme chrétien». De plus, la nouvelle édition bilingue de la bible en grec et latin par Erasme de Rotterdam (1466–1536), qui a servi de base à Luther pour sa traduction, a une importance particulière. Le grand humaniste Erasme est un pionnier dans l'éducation populaire et l'instruction humaniste et un maître à penser pour le vivre-ensemble en démocratie et en paix.

Premières écoles dans les cloîtres

Les réformateurs sont issus de communautés religieuses et d'universités catholiques. L'intérêt pour l'éducation et la recherche se trouvait traditionnellement dans les cloîtres où ont été créées les premières écoles. Outre l'agriculture, on y entretenait des salles d'écriture où l'on copie à la main des livres qui étaient complétés avec des enluminures et de superbes illustrations avant d'être reliés. Ces livres contenant tout le savoir de l'époque étaient accessibles aux lecteurs dans les bibliothèques des cloîtres. Les érudits de la Renaissance avaient déjà redécouvert et répandu les trésors de l'Orient. La Réforme contribue à rendre accessibles les textes bibliques et de ce fait permet un autre développement culturel.

Dans le sens de la philosophie précoce des Lumières, la Réforme a mis l'accent sur l'importance de l'école, de l'enseignement et de la formation de la population. Selon les réformateurs, les protestants devaient considérer la Bible comme la parole de Dieu, la vénérer et lire les textes notamment dans les familles. La Bible devait devenir la seule ligne directrice pour les doctrines religieuses. «Sola scriptura»: c'est une des revendications qui se trouvait en contraction avec l'Église pontificale catholique de Rome et sa doctrine. Pour la propagation révolutionnaire de la Réforme, les tracts illustrés destinés à la population encore

non alphabétisée ont été décisifs. Ils informaient sur les contenus de la bible, sur les graves fautes et le développement du pouvoir de l'Église pontificale, le commerce des indulgences et l'autorité revendiquée par le pape.

Rendre la Bible accessible à tous

Sans l'invention de l'imprimerie avec ses lettres mobiles, la réalisation technique phénoménale, la production livresque de Johannes Gutenberg (1400–1468) ainsi que le développement de l'impression du livre, performance pionnière de Froschauer, la Réforme n'aurait pas pu s'imposer si rapidement. Le principal but de Martin Luther, Ulrich Zwingli et de nombreux philosophes et réformateurs était de traduire dans un langage populaire et dans d'autres langues les textes bibliques écrits en latin pour les rendre accessibles à tous. Avant cela, il fallait bien sûr apprendre à lire et c'est pourquoi l'instauration d'écoles était une tâche essentielle. Cela a permis une démocratisation de l'enseignement, de l'apprentissage, de la coopération à l'organisation des institutions sociales et du bien commun.

La destruction des biens culturels des Églises catholiques romaines, la violence, les meurtres et homicides volontaires sur des personnes laïques ou appartenant à d'autres croyances représentent un chapitre sombre du mouvement révolutionnaire de la Réforme. En ce qui concerne la destruction des Églises et des biens culturels, il existait des différences régionales, dépendantes du pouvoir politique de l'époque, des personnalités des réformateurs, des circonstances historiques et de la population. Avec son concept réformateur, Erasme de Rotterdam, qui était en relation avec Martin Luther, a ainsi tenté de trouver une voie à la réconciliation et au dialogue pacifique sans iconoclasme et tueries. La violence croissante de la Réforme a toutefois provoqué une contre violence massive. Les nombreuses revendications sociales et les insurrections paysannes de grande ampleur ont brutalement été réprimées. Les réformateurs se plaçaient très souvent aux côtés des forces

politiques au pouvoir. De cette manière, de multiples scissions religieuses sont apparues, comme par exemple les anabaptistes qui refusaient de suivre Luther et Zwingli. Ils pratiquaient, entre autre, le baptême des adultes et des formes plus sociales de la vie communautaire. Leur manque d'obéissance civile est brutalement réprimé et l'oppression, sans aucune volonté de dialogue, dure jusqu'au début du XX^e siècle.

Pièces d'exposition dans la salle du trésor de la Bibliothèque centrale de Zurich

L'exposition, conçue de manière remarquable, montre clairement le rapport entre l'imprimerie et la Réforme. On obtient un aperçu de l'assortiment d'édition de l'Officine de Froschauer, de son agencement iconographique, de la présentation des thèmes religieux ainsi que de la censure naissante. On peut voir des documents uniques et rarement exposés comme le portrait de 1556 de Froschauer, le codex de Einsiedeln utilisé par Zwingli avec des remarquables manuscrites du réformateur et la chronique de la Réforme coloriée par Heinrich Bullinger, accompagnée d'une feuille sur la «Première disputation de Zurich» (1523). On peut également voir des scènes extraites du court métrage «L'héritage de Zwingli» (2018). Les précieux objets, livres et tableaux sont complétés par la présentation des techniques de typographie et de reliure ainsi que d'outils, le tout agrémenté d'excellentes explications écrites.

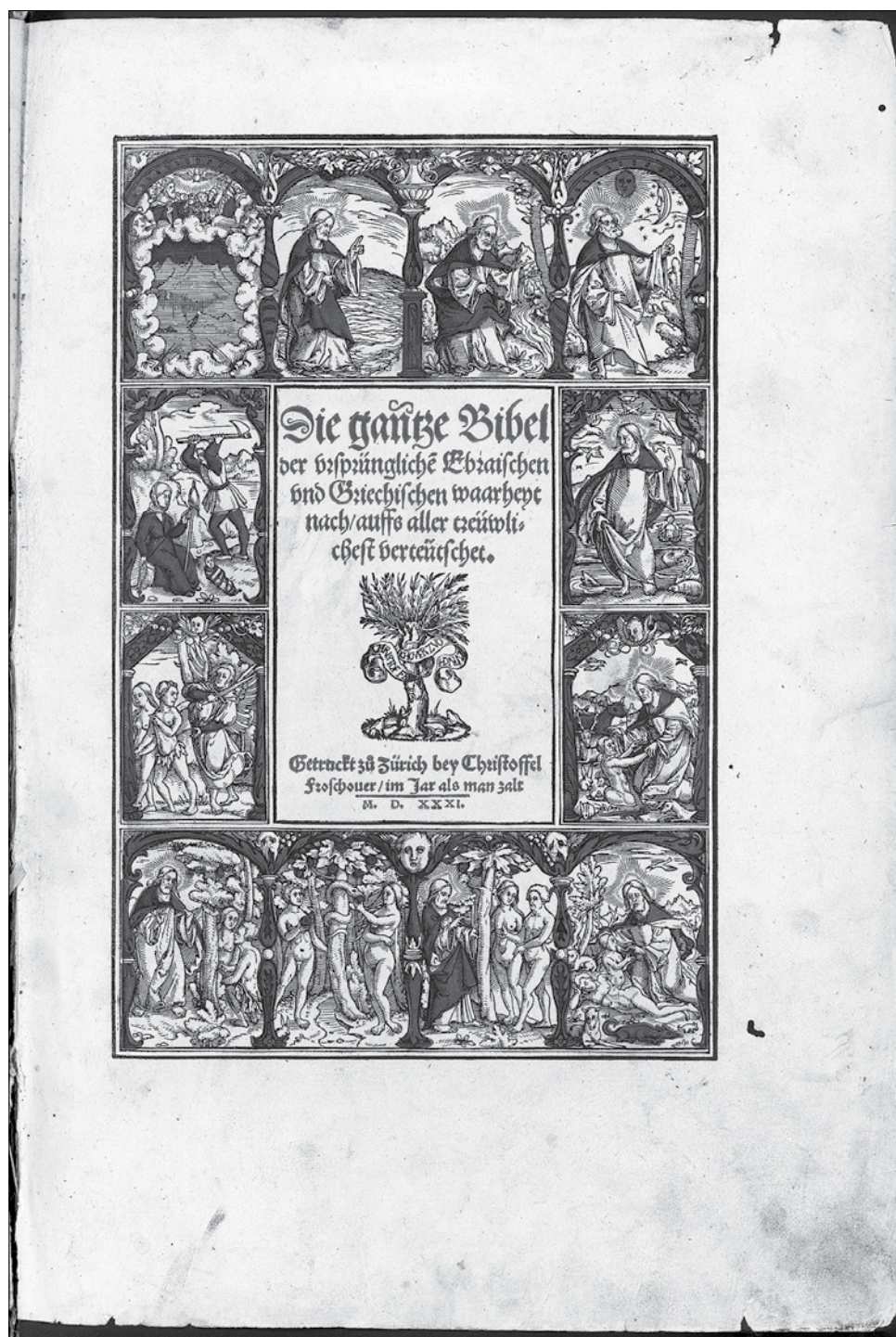
Nécessité d'un retour à la tradition chrétienne

La publication d'accompagnement de plus de 400 pages intitulée «Imprimerie et Réforme en Suisse», éditée par Urs B. Leu et Christian Scheidegger, contient des contributions de Zurich, mais aussi de Bâle, Berne, Genève, St-Gall et Coire. Dans son passionnant article sur la «Réforme comme mission», Urs B. Leu décrit, par exemple, qu'on «rencontrait l'imprimeur zurichois régulièrement au printemps et en automne à l'Exposition du livre de Francfort et qu'il était habitué à voyager par Bâle et Strasbourg». Les livres de Froschauer ont contribué à «ce que les profanes acquièrent des connaissances théologiques fondamentales et puissent lire la Bible».

A l'heure actuelle, un retour sur les origines de la tradition chrétienne et la substance culturelle européenne serait nécessaire. Des bibliothèques équipées d'un trésor varié en livres renvoient aux questions fondamentales de la vie (en surmontant les barrières culturelles et religieuses), aux valeurs humaines reliant nos semblables, à l'éthique universelle et aux voies menant à la paix dans le monde.

L'exposition est ouverte du lundi au vendredi 13–17 h, samedi 13–16 h. Différentes animations le soir. Entrée libre, également pour les visites guidées et les animations. Renseignements: +41 44 268 31 00, www.zb.uzb.ch

(Traduction Horizons et débats)



La bible de Froschauer, 1531. Bibliothèque centrale de Zurich, Zwingli 304.



Huldrych Zwingli, impression en une seule feuille de Augustin Fries, Zurich vers 1545. Bibliothèque centrale de Zurich, PAS II 25/30



Christoph Froschauer d. Ä., Tableau d'un peintre inconnu, 1556. Orell Füssli, Entreprises graphiques SA, Zurich.